



Bonjour!

La personnalité
de la semaineRenée Angers
page A 12

Météo

Ciel nuageux avec
possibilité d'averses
max 11 / min 4
page S16

Monde

New York capitale
du monde pour
trois jours
page A 10

Girerd

DANS 8 JOURS LE
RÉFÉRENDUM!

Index

Annonces classées	
- immobilier	C6 et C8
- marchandises	C8 et C9
- emplois	C9
- automobile	C9 et C10
- propositions d'affaires	C11
Arts et spectacles	B8 à B12
- horaires-spectacles	B10
- télé-horaires	B10
Décès	C11
Êtes-vous observateur?	C6
Feuilleton	C7
Génies en herbe	A11
Horoscope	C8
Le monde	A10 et A11
Loterie	A4
Mots croisés	A11
Mot mystère	C9
Opinions	B2
Référendum	A6, A7
Tabloïd Sports	
- Réjean Tremblay	S5

Chrétien dit non à Johnson

Pas question d'inclure le concept de société distincte dans la Constitution

MARIO FONTAINE

Une fissure s'est ouverte hier dans le camp fédéraliste, alors que le premier ministre Chrétien a rejeté du revers de la main un appel à l'aide de Daniel Johnson. Celui-ci souhaitait connaître avant le référendum, et non après, ce qu'Ottawa a l'intention de proposer aux Québécois en matière constitutionnelle s'ils votent NON.

Jean Chrétien a immédiatement écarté la demande de M. Johnson, qui devra finir la campagne référendaire sans scénario de rechange à proposer. Essentiellement, il aurait apprécié, après deux sondages qui donnent le OUI en avance, que le gouvernement

Chrétien s'engage à promouvoir tout de suite certaines revendications traditionnelles du Québec, dont la société distincte, le droit de veto et le retrait du fédéral des domaines de compétence provinciale.

Tous les membres de la coalition fédéraliste, dont M. Chrétien, ont signé le manifeste du NON, et sont d'accord avec son contenu qui comprend ces revendications, a rappelé M. Johnson. Il serait souhaitable qu'on y fasse écho dès maintenant, a fait valoir ce dernier hier matin. Quelques heures plus tard, le refus tout net de M. Chrétien lui était signifié.

Ce manifeste a été envoyé dans tous les foyers du Québec par le Directeur général

des élections. D'un côté le OUI y explique son option, de l'autre le NON. Or, dans les pages consacrées au NON, on lit que le Québec forme une société distincte, qu'aucun changement aux rapports entre le gouvernement du Québec et celui du Canada ne doit se faire sans la participation et l'accord du Québec (droit de veto), et que le Québec doit avoir la pleine autonomie dans les domaines de sa compétence.

« Le premier ministre (Chrétien) a déjà défendu le manifeste du NON à la Chambre des communes. Il peut être ou ne pas vouloir être plus spécifique dans ses remarques,

VOIR CHRÉTIEN EN A2



RÉFÉRENDUM 95

■ Le gouvernement fédéral a étudié divers scénarios pour contrer une victoire du OUI

■ Le Canada n'a pas la fièvre référendaire

Page A6

■ Bouchard invite Johnson à voter OUI

■ Les Français : très sympathiques au OUI... et tout aussi sceptiques

Page A7

LE CANADIEN GAGNE 4-3 AVEC MARIO

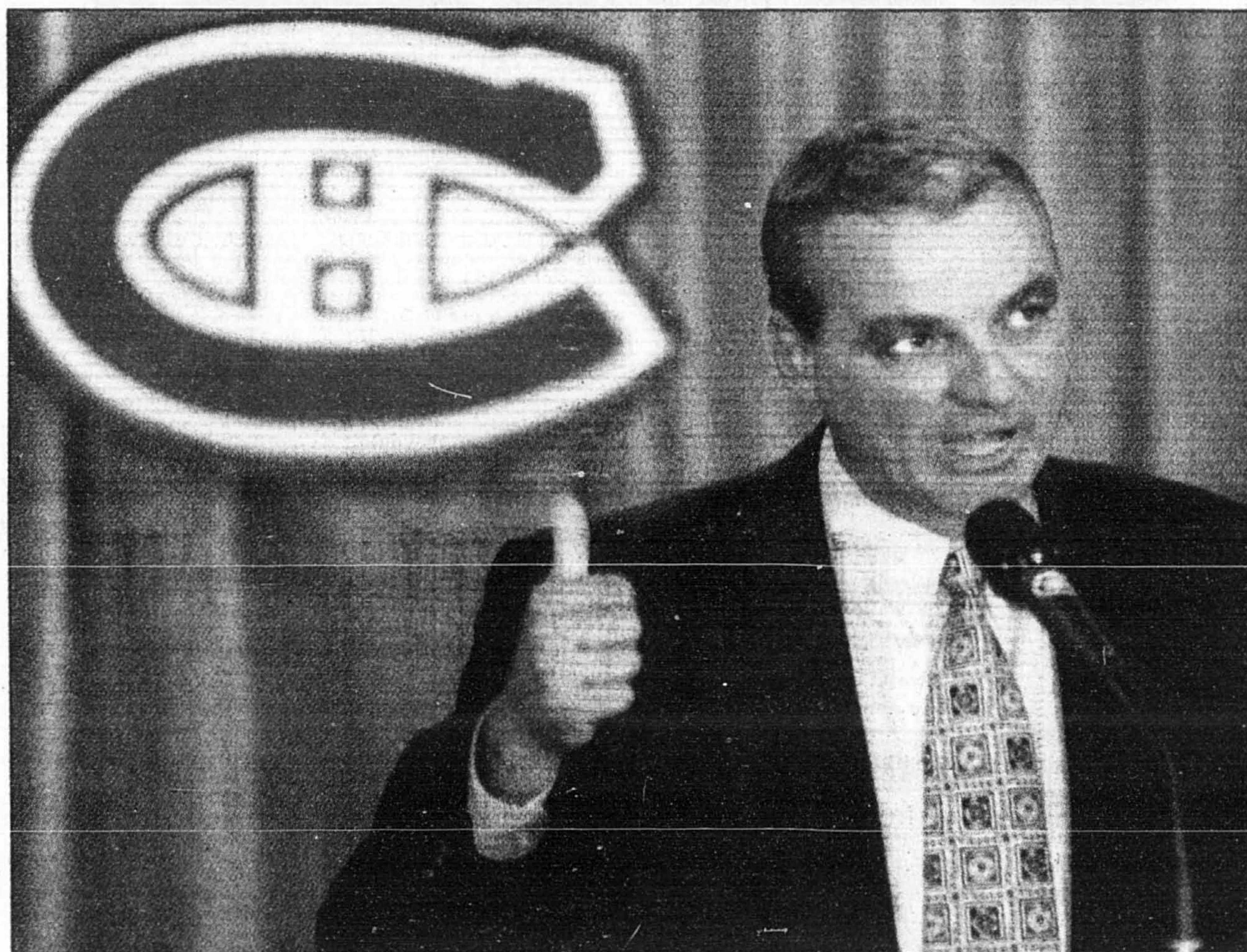


PHOTO CHRISTIAN QUAY, LA PRESSE

Nommé entraîneur chef du Canadien quelques heures avant le match, Mario Tremblay a guidé ses joueurs dans l'enthousiasme à une victoire de 4-3, leur première de la saison, hier soir au Forum, face aux Maple Leafs de Toronto. Le président de l'équipe, Ronald Corey, a aussi annoncé la nomination de Réjean Houle au poste de directeur général du Tricolore.

« Partout où je suis passé, j'ai livré la marchandise »

— MARIO TREMBLAY, nouvel instructeur du Canadien



RÉJEAN TREMBLAY

« Je te jure que Maude sautait dans les airs quand je lui ai annoncé que j'étais le nouvel entraîneur du Canadien. J'aurais aimé le dire à Gonzague, mais il n'était pas à la maison ».

Maude Tremblay, la mère de Mario Tremblay, aura été une des rares à connaître le grand secret du Bleuets Bionique. Sa femme Colette devait être au courant jeudi soir quand elle a

téléphoné à son mari directement aux contrôles de CKAC pendant l'émission qu'animaient Mario et Michel Bergeron.

Mario Tremblay aura joué le jeu jusqu'à la dernière minute. Vendredi, avant le match contre les Islanders de New York, il a mené une longue entrevue avec Guy Charron, l'adjoint de Mike Milbury. Il a osé lui demander s'il rêvait de devenir coach du Canadien. Mario était coach depuis 24 heures déjà. Dans l'avion qui ramenait l'équipe, le Bleuets s'est assis avec Yvon Pedneault et a analysé l'équipe, joueur par joueur : « Il parlait comme un analyste, il a joué le jeu jusqu'au bout », racontait Pedneault hier soir.

« C'est le secret le mieux gardé de l'histoire du Forum », murmurait Michel Tremblay, directeur des sports à CKAC. Il a appris le départ de son animateur vedette à 4 heures moins trois minutes. Il était encore sous le choc en regardant Mario sur la tribune érigée en hâte dans le lobby du Forum.

Sur la tribune, Réjean Houle parlait encore au micro. Yvan Cournoyer respirait de longues bouffées d'air pour tenter de se calmer. Mario avait son visage des grands

VOIR MARIO EN A2

■ Autres informations en page A2 et dans le tabloïd Sports, pages S1 à S9

Le triomphe de Farrakhan et le destin de Powell

RICHARD HÉTU
collaboration spéciale

Si l'ex-général Colin Powell, un des héros de la guerre du Golfe, croit au destin, il ne peut guère manquer d'être remué par la tourmente raciale qui secoue les États-Unis depuis le début du mois.

Powell, qui jouit d'une grande popularité auprès de la population américaine, doit annoncer en novembre ses intentions quant à une candidature à la présidence de son pays en 1996. Après l'acquiescement d'O.J. Simpson à Los Angeles et le triomphe de Louis Farrakhan à



Washington, sa décision prend une importance accrue, voire capitale.

Dans un pays de nouveau déchiré par la question raciale, Powell apparaît comme un personnage quasiment inespéré. Ses chances de devenir le premier président des États-Unis de race noire sont réelles. A-t-il vraiment le choix de refuser de plonger dans la course, d'aider son pays ?

Chose certaine, si Powell est le leader qu'il prétend être, il ne trouvera pas une meilleure occasion de le prouver. Le gouffre

entre les Noirs et les Blancs aux États-Unis a rarement paru aussi grand. Les réactions à l'acquiescement de Simpson l'ont amplement prouvé.

Et la dernière personne au monde qui puisse combler ce gouffre porte le nom de Louis Farrakhan, qui a triomphé lundi dernier en réunissant 400 000 hommes noirs à Washington. Croire autre chose, c'est croire au père Noël.

Le messageur de Dieu Farrakhan, le leader de la Nation de l'islam, une organisation séparatiste établie à Chicago et dans les autres grandes villes américaines, avait invité les hommes noirs à marcher sur la capitale nationale pour expier leurs fautes et reconnaître leurs devoirs de fils, de frères, de pères, de maris.

Une foule immense, fière et

solidaire a répondu à son appel. Le moment était émouvant. Ça devait être aussi magique en 1963, le jour où Martin Luther King a prononcé son fameux discours devant 100 000 personnes à Washington. « I have a dream... »

King rêvait à un pays où les gens ne seraient plus jugés par la couleur de leur peau, mais par la valeur de leur caractère. Et il demandait au gouvernement de donner un coup de pouce aux Noirs afin de les aider à rattraper le temps perdu. Certains en ont profité, c'est indéniable. Mais plusieurs sont restés derrière.

Et ils se sentent aujourd'hui attaqués de toute part. Réforme de l'aide sociale, abolition des programmes d'accès à l'égalité,

VOIR TRIOMPHE EN A2

Le détour

Que le OUI ou le NON l'emporte le 30 octobre, le Québec sera parvenu à sa destination référendaire au terme d'un long et coûteux détour.

Si, contre toutes les attentes du début de la campagne, le camp souverainiste finit par franchir en tête le fil d'arrivée, le Québec aura perdu les 15 années qui se sont écoulées depuis le référendum de 1980 à musarder sur le chemin de son indépendance.

Ces années de cheminement hésitant ont un prix. Le Québec de 1995 traîne comme un boulet une dette terriblement plus lourde qu'en 1980. Il évolue dans un univers géopolitique où la souveraineté des nations s'est considérablement dévaluée.

Il vit à l'heure où un nouvel ordre mondial réduit comme ramure auparavant la marge de manœuvre des gouvernements nationaux.

Le lendemain d'un OUI, le Québec aura besoin de canaliser toutes ses énergies pour réaliser décemment sa souveraineté. Mais c'est une société cassée en deux qui promet d'émerger de la campagne en cours.

Cette division est plus profonde qu'en 1980. À l'époque, bien des électeurs avaient voté NON avec un pincement de cœur, souhaitant presque que la souveraineté se fasse malgré eux. Cette fois-ci, la vaste majorité de ceux qui entendent voter NON se prépare à le faire sans regret. Si, à la place, le NON l'emporte le 30 octobre, ce résultat viendra couronner six années d'un incommensurable gaspillage d'énergie.

Depuis 1989, le débat public au Québec est accaparé par la question nationale. Les échecs successifs de Meech et de Charlottetown ont drainé les énergies du gouvernement de Robert Bourassa. L'exercice a décimé l'aile nationaliste du PLQ, celle où il puisait l'essentiel de ses forces vives.

Séduit par la chance inespérée de reprendre le combat perdu en 1980, le PQ s'est mobilisé pour une bataille que plusieurs de ses leaders n'espéraient plus voir se produire de leur vivant. L'histoire ne dit pas si le Parti québécois serait arrivé au pouvoir avec un programme plus dynamique si les énergies qu'il a investies à préparer son match de revanche référendaire avaient été dépensées autrement, mais c'est probable.

Dans le même esprit, sur le plan fédéral, le Québec a abandonné sa position traditionnelle d'influence dans les sphères du pouvoir pour la première fois depuis la Révolution tranquille. Le résultat, c'est qu'au lendemain d'un NON, le Québec sera gouverné à l'Assemblée nationale et représenté pour l'essentiel au parlement fédéral par des partis dont l'élan aura été coupé net par la défaite référendaire.

Si le NON l'emporte de façon décisive, d'autres années seront consacrées à refaire le paysage politique du Québec. Aussi bien le PQ que le Bloc seront ébranlés jusque dans leurs fondations. Après trente années de débat stérile, les revendications traditionnelles du Québec devront

VOIR DÉTOUR EN A2

Demain dans *La Presse*

Automobile

Ford présente sa nouvelle camionnette

■ Pour la compagnie Ford, la commande était de taille : en même temps qu'elle remplaçait la berline la plus vendue en Amérique, la Taurus/Sable, elle remplaçait de fond en comble la camionnette la plus vendue au monde, la F-150. Les lecteurs assidus de cette chronique ont déjà pris connaissance des changements apportés aux berlines Taurus et Sable pour 1996. Le moment est venu de vous faire part de la nouvelle camionnette F-150 qui sera présentée en première canadienne dans le cadre du Salon international de l'auto de Montréal en janvier 96, ce que fait notre collaborateur Denis Duquet dans le cahier Auto de demain.

L'UMQ propose une réforme de l'organisation policière

Presse Canadienne
QUÉBEC

■ Un document de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) propose une véritable révolution de l'organisation policière de la province. Le projet, s'il voyait le jour, entraînerait l'abolition ou le regroupement de 97 des 153 corps de police municipaux et un important chambardement dans les territoires desservis par la Sûreté du Québec (SQ).

Ce document de travail, obtenu par le quotidien québécois *Le Soleil*, doit être soumis vendredi à l'approbation du conseil d'administration de l'UMQ. Le scénario élaboré repose sur la création de services policiers épousant les frontières des agglomérations urbaines et non plus seulement des municipalités. Il fait le pari de l'efficacité et de la rationalisation au détriment de la guerre de clochers.

« La criminalité ne s'arrête pas aux limites territoriales des municipalités, peut-on y lire. Elle épouse une logique d'agglomération. »

« Vingt-neuf agglomérations et régions métropolitaines de plus de 10 000 habitants sont visées par le projet, dont celles de Rimouski, Matane, Baie-Comeau et Sept-Îles.

Le scénario prévoit le regroupement des 45 corps policiers oeuvrant dans ces 29 territoires, une unification qui aboutirait à la création d'autant de « Régies de police d'agglomération ». Ces régies rassembleraient des municipalités distantes de plusieurs kilomètres.

Le projet suppose aussi le retrait de la SQ de 93 petites villes situées dans ces agglomérations. Elles seraient « couvertes » par les nouvelles régies.

Pour ce qui est des municipalités installées hors des agglomérations de plus de 10 000 habitants, il est suggéré de leur permettre de démanteler leurs services de police et de confier la responsabilité de la protection policière à la SQ.

Pas moins de 52 petits corps de police municipaux pourraient ainsi être abolis.

Trois « Glorieux » à la tête du Canadien

MICHEL MAROIS

■ Quand Réjean Houle, Mario Tremblay et Yvan Cournoyer sont apparus sur la petite tribune qu'on avait installée dans le hall du Forum, le public qui guettait la scène dans les vitrines de la rue Sainte-Catherine a ovationné le trio.

Confronté à l'un des pires débuts de saison de l'histoire du Canadien, Ronald Corey a nommé trois figures fort populaires, hier, à la direction de l'équipe. Réjean Houle, cinq Coupes Stanley, 11 saisons avec le Canadien, directeur des relations publiques de la Brasserie Molson, remplace Serge Savard au poste de directeur général.

Mario Tremblay, cinq Coupes Stanley lui aussi, 12 saisons à Montréal, annonceur à la radio et à la télévision, devient le 22^e entraîneur-chef du Tricolore.

Yvan Cournoyer, 10 Coupes Stanley, ancien capitaine du Tricolore, hérite d'un poste d'entraîneur-adjoint. Tous trois ont signé des contrats de trois ans.

Suite de la Une

Comme l'a souligné Corey, « ces hommes ont vraiment le « CH » tatoué sur le cœur ». La conférence de presse a d'ailleurs pris des allures de séance de motivation quand Houle et surtout Tremblay ont scandé leur volonté de relancer la dynastie du Canadien.

« Je voulais un homme qui connaît bien la chambre d'une équipe, quelqu'un qui est déjà allé à la guerre, a raconté Corey, avant de présenter Houle. Je voulais aussi quelqu'un qui a déjà gagné la coupe Stanley.

« Il fallait aussi un homme qui possède de solides connaissances dans le monde des affaires. Enfin, ça prenait quelqu'un d'acharné au travail, bon communicateur et capable de tenir un rôle de rassembleur.

« Cet homme, c'est Réjean Houle. C'est mon choix, à moi seul. J'espère qu'il sera aussi bon que celui qui l'a précédé et qu'il restera aussi longtemps. »

Un nouveau Houle
Réjean Houle, qui aura 46 ans le 25 octobre, a présenté un visa-

ge très déterminé aux journalistes qui étaient habitués à un personnage plus effacé.

« Je n'aime pas voir le Canadien au 26^e rang. Ce n'est pas sa place, a-t-il lancé. Le Canadien ne doit pas être 26^e. Nous allons remédier à cette situation le plus tôt possible. »

Houle n'a pas hésité à se montrer menaçant envers ses joueurs. « S'il y a des joueurs qui ne veulent pas nous suivre, on va les accommoder... »

Le nouveau directeur général a promis qu'on ne parlerait plus d'argent dans le vestiaire. « Les contrats, c'est l'été qu'on va régler ça. L'hiver, on va parler de hockey. »

Pour diriger l'équipe, Houle s'est tourné vers un ami, Mario Tremblay, un partenaire de trio pendant plusieurs saisons. « Il a toujours été mon premier choix. Ce gars là n'a jamais eu peur d'aller à la guerre pour l'équipe. Il a du caractère et sait ce qu'il faut pour gagner. »

Le rêve de Tremblay

Tremblay, 39 ans, a raconté qu'il avait reçu un coup de fil jeudi matin. « Réjean m'a expliqué qu'il avait été nommé directeur général et que j'étais son premier choix pour le poste d'entraîneur-chef. J'ai fait « Oh, Oh » et je lui ai demandé quelques heures pour réfléchir. Jeudi soir, j'ai accepté. »

« Je sais dans quoi je m'embarque, a-t-il assuré. J'aime les défis et je pense être capable de livrer la marchandise. J'ai côtoyé de grands joueurs, de grands entraîneurs. Je connais le hockey et je suis convaincu de pouvoir relancer le Canadien. »

C'est Tremblay qui a insisté pour avoir Cournoyer à ses côtés. Ce dernier dirigeait les Roadrunners de la Ligue internationale de roller-hockey et il a mené l'équipe à la finale, l'été dernier.

Par ailleurs, Houle a annoncé que Jacques Demers et Charles Thiffault s'occuperaient désormais du dépistage au niveau professionnel, tandis qu'un directeur du recrutement serait nommé ultérieurement.

CHRÉTIEN

Chrétien dit non à Johnson

mais je crois que dans la mesure où il ferait écho à ce que nous disons, bien sûr que ce serait souhaitable », a expliqué Daniel Johnson.

De passage à New York pour les célébrations entourant le 50^e anniversaire des Nations unies, Jean Chrétien a justement été on ne peut plus précis. Mais pas dans le sens désiré par son allié québécois.

M. Chrétien a en effet refusé de s'engager à inclure le concept de société distincte dans la constitution canadienne, dont fait pourtant état le manifeste. « On ne parle pas de constitution, on parle de séparation du Québec du reste du Canada », a répondu sèchement le premier ministre fédéral lorsqu'interrogé sur le sujet.

Le premier ministre fédéral s'en tient donc à son plan de match initial : pas question de faire des promesses de dernière minute au Québec durant le sprint final, même si les appuis

du NON s'effritent constamment depuis quinze jours.

La vice-présidente du comité du NON et ex-ministre sous M. Johnson, Liza Frulla, avait elle aussi reçu une fin de non-recevoir du gouvernement fédéral il y a trois jours, également sur l'enchaînement du caractère distinct du Québec. De même, la proposition élaborée par Daniel Johnson à Lennoxville à la mi-août, qui consistait à défendre une sorte de « Meech moins », avait elle aussi reçu un accueil glacial de la part d'Ottawa.

Qu'importe, le chef libéral se disait convaincu hier que le NON l'emporterait. Et il passe à la phase trois de son plan de campagne : vanter les avantages de l'appartenance au Canada. Il avait entamé les hostilités en expliquant les dangers de la séparation, puis ses coûts.

M. Johnson a de nouveau parlé coûts hier, alors qu'il s'adressait à 500 organisateurs réunis à Longueuil. A 15 milliards, le déficit d'un Québec souverain coûterait 4 500 \$ par an à chaque travailleur, a-t-il calculé. Il y a dix jours, c'était 3 000 \$. Daniel

Johnson a expliqué cette subite inflation par le fait que, dans l'hypothèse la plus faible, il laisse un 5 milliards de déficit, tandis que le Québec équilibre ses comptes dans l'autre hypothèse.

Le ténor du NON a aussi affirmé qu'avec un OUI « on met dans la balance tous nos programmes de santé et de services sociaux ». Ne sont-ils pas déjà menacés ? « Ils le seront d'ailleurs », soutient M. Johnson.

Il s'inquiète par ailleurs d'une déclaration de Jacques Parizeau voulant que le Québec proclame sa souveraineté dans les semaines ou les mois suivant un OUI si le Canada refuse de négocier une entente de partenariat. Et il somme MM. Parizeau et Bouchard de dire ce qu'ils feront après un OUI majoritaire.

Le leader fédéraliste n'a rencontré que des publics gagnés d'avance hier. Après Longueuil, il a en effet visité deux comités du NON, dans Chomedey et Argenteuil. L'ex-premier ministre ontarien Bob Rae l'accompagnait à ces deux derniers endroits. Mais, à l'instar de Jean Chrétien, le leader néo-démocrate n'a pas été d'un grand secours pour M. Johnson.

Si concessions constitutionnelles il y aura pour tenir compte des revendications du Québec, ce n'est pas pour maintenant : « Je crois qu'avec un NON des changements restent toujours possibles, a dit M. Rae. Avec un OUI, toute discussion sur le renouvellement du fédéralisme est finie. »

Un autre député ontarien, Don Boudrias, était venu prêter main-forte à M. Johnson, cette fois dans Argenteuil. Le chef du camp du NON y a dénoncé des militants souverainistes qu'il accuse de faire croire aux électeurs que voter OUI signifie le maintien du Canada. « On jurerait qu'ils ont honte de leur option », s'est exclamé Daniel Johnson.

M. Johnson avait été présenté par le député local, Régent Beaudet. La veille, M. Beaudet inaugurait un parc. « En attendant le O Canada, j'en avais des frissons et les larmes aux yeux en songeant qu'on voulait m'enlever mon pays », a-t-il expliqué à la foule, qui a clos l'assemblée justement en chantant le O Canada. □

DÉTOUR

Le détournement

être articulées autour de nouveaux axes.

Si le NON gagne de peu, cette reconstruction sera reportée à plus tard, le temps que le mouvement souverainiste s'affaire à chercher dans les cendres chaudes de sa seconde défaite en 15 ans l'étincelle qui rallumerait rapidement le débat.

En rétrospective, il est tentant

TRIOMPHE

Le triomphe de Farrakhan et le destin de Powell

construction de prisons, voilà autant de projets et d'initiatives qui les insécurisent. Où est le rêve ? Où est l'espoir ?

Lundi, à Washington, 400 000 hommes noirs cherchaient une réponse à ces questions. Ils auront certes trouvé la solidarité et la dignité, ne serait-ce que pour un jour. Mais ils auront aussi servi à nourrir la mégalomanie de Farrakhan.

« Dieu m'a suggéré l'idée de cette marche... et mon peuple m'a confirmé aujourd'hui », a déclaré Farrakhan au cours d'un discours interminable de plus de deux heures (celui de King avait duré 19 minutes).

De la fierté à la haine
Plusieurs Américains ont tenté de dissocier l'objectif de la marche des Noirs à Washington de son principal organisateur, dont le racisme, l'antisémitisme et le sexisme, entre autres, sont

bien connus. Mais le fait demeure que Farrakhan était probablement le seul leader noir américain à pouvoir donner l'impulsion à un tel événement.

Depuis des années, Farrakhan a une influence indéniable dans les ghettos noirs, où le rêve américain n'est rien d'autre qu'un cauchemar. Son organisation, la Nation de l'islam, ne compte pas plus de 15 000 membres. Mais ses discours attirent souvent des foules de 10 000 à 20 000 personnes dans plusieurs villes. A titre de comparaison, Jesse Jackson, qui s'est porté candidat à la présidence des États-Unis en 1984 et en 1988, est heureux aujourd'hui de pouvoir s'adresser à 1000 personnes.

Les réalisations de Farrakhan ne sont certes pas négligeables. Dans plusieurs quartiers noirs, son organisation a réussi à chasser les trafiquants de drogue et à donner un sentiment de sécurité à la population. En encourageant les Noirs à l'entraide économique, il s'est aussi fait le porte-parole d'une idée qui a aidé plusieurs groupes ethniques

à se tailler une place enviable aux États-Unis.

Mais l'appel de Farrakhan à la fierté raciale est aussi accompagné d'un message de haine à l'égard des juifs, des arabes, des asiatiques, ces « suceurs de sang » qui ont le malheur d'avoir des intérêts économiques dans les quartiers noirs.

Le rôle de Powell

Dans son discours à Washington, Farrakhan a mis un frein à l'expression habituelle de sa démagogie. Mais il suffit de lire le journal de son organisation, *The Final Call*, pour savoir où il veut vraiment en venir. Dans chaque édition, il répète la profession de foi séparatiste de la Nation de l'islam : « Nous demandons que notre peuple en Amérique, dont les parents et les grands-parents étaient les descendants d'esclaves, puisse établir un État séparé ou un territoire qui leur est propre — ou bien sur ce continent ou bien ailleurs. »

Il va sans dire que le souhait de Farrakhan ne récolte pas l'appui de la majorité des Noirs américains. Mais il est désormais

tout aussi évident que Farrakhan a profité de la détresse de plusieurs de ses compatriotes de race noire et de l'absence d'un leadership crédible au sein de sa communauté pour devenir une force incontournable aux États-Unis.

Cette force n'annonce pas une plus grande harmonie entre les races aux États-Unis mais une plus grande discorde. Et c'est pour cette raison que Colin Powell peut jouer un rôle indispensable dans son pays. Il a la chance unique de prouver que le rêve de Martin Luther King n'est pas mort. Il a la chance unique d'offrir un contre-poids au leadership dangereux de Louis Farrakhan.

Et tout indique que Powell pense très sérieusement à se porter candidat à l'investiture du Parti républicain en vue des élections de 1996. Selon ses proches, il a été estomacé par l'appui des foules qu'il a attirées au cours des dernières semaines lors de sa tournée de promotion pour son autobiographie. Peut-être aujourd'hui tourner le dos à l'espoir qu'il incarne ? □

10 15 20 5 1

12 986 509 \$

Merci!

Centraide
du Grand Montréal
493, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec) H3A 1B6 tel.: (514) 288-1261

Objectif 26.5 millions

La valeur de votre don

À l'entraide chez nous, des gens qui n'arrivent plus à boucler leur budget mettent la main à la pâte pour s'entraider. Dépannage alimentaire, boutique communautaire et autres... plus de 4 600 personnes en ont bénéficié l'an dernier.

LE DON DE CHANGER LES CHOSES

Question du jour

Vous voulez vous faire entendre? Répondez à la question du jour. Pour faire connaître votre opinion, composez le 875-2355; au son de la voix, faites le 220.

Selon vous, dans le procès maintenant suspendu d'Agostino Ferreira, le juge Jean-Guy Boilard a-t-il fait preuve de partialité?

La Presse

La quotidienne a trois chiffres **742**
Tirage d'hier a quatre chiffres **6937**

ABONNEMENT	285-6911	ANNONCES CLASSÉES	285-7111
Le service des abonnements est ouvert du lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30		lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30	
REDACTION	285-7070	Décès, remerciements	285-6816
PROMOTION	285-7100	GRANDES ANNONCES	
COMPTABILITÉ		Détailants	285-7202
Grandes annonces	285-6892	National, Télé+	285-7306
Annonces classées	285-6900	Vacances, Voyages	285-7265
		Carrières et professions, nominations	285-7320

La Presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE, L.T.E.E., 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de LA PRESSE et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations publiées à LA PRESSE sont également réservés. « Envois de publication canadienne — Contrat de vente numéro 0531650 » Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518.

RENSEIGNEMENTS 285-7272



CODE DU JOUR **42-7** DIMANCHE 22 OCTOBRE 1995

LES ANNONCES CLASSÉES

La Presse
285-7111

Dangereuse manoeuvre d'un chauffeur d'autobus coléreux

ÉRIC CLÉMENT

■ Un automobiliste a porté plainte à la police, affirmant qu'un chauffeur d'autobus de la compagnie Connaisseur roulant à vive allure a trainé sa Jeep sur une distance de 75 à 100 mètres, sur le boulevard Saint-Charles, à Kirkland, vendredi soir.

Nicolas Girard, de Saint-Hubert, et son amie ne sont pas près d'oublier la mésaventure qu'ils disent avoir vécue, vendredi vers 18 h 30. « Nous allions nous engager sur le boulevard Saint-Charles, en sortant de l'autoroute 20, quand un autobus nous a doublés sur la gauche assez vite, explique l'homme de 23 ans. Il nous a coupés la route ainsi qu'à une automobile qui était devant nous. En le doublant un peu après, je l'ai klaxonné pour lui indiquer qu'il avait fait une manoeuvre dangereuse. Le chauffeur de l'autobus nous a alors montré son majeur bien tendu (un doigt d'honneur). Ma blonde lui a donc fait la même chose. Quand je me suis rangé sur la droite, il a poussé ma Jeep avec son autobus sur une distance de 75 à 100 mètres en restant collé à moi. »

Nicolas Girard dit avoir essayé en vain d'embrayer. Du coup, après avoir appuyé sur le frein fortement, son véhicule « a été de travers » et se serait retrouvé sur le trottoir. L'autobus Connaisseur aurait alors doublé.

M. Girard dit avoir « tout fait » pour que le chauffeur arrête son véhicule. « Il n'a pas voulu s'arrêter, alors j'ai dé-



PHOTO STÉPHANE BRUNET, collaboration spéciale

Nicolas Girard montre les traces faites par les pneus de sa Jeep sur le boulevard Saint-Charles, à Kirkland, vendredi soir, alors qu'un autobus de la compagnie Connaisseur aurait, selon lui, poussé son véhicule sur une distance de 75 à 100 mètres, à une vitesse de 30 à 40 km/h.

posé ma blonde pour qu'elle aille alerter la police. Ensuite, j'ai suivi l'autobus. Je l'ai vu arriver au terminus du boulevard Saint-Charles pour prendre des passagers. Il n'est même pas descendu de son véhicule pour voir si son pare-chocs avait été abîmé. Il est reparti comme ça. »

L'automobiliste, qui avait été doublé par l'autobus Connaisseur à la sortie de l'autoroute 20, aurait été témoin des faits et a signalé le tout à la police, tel que nous l'a confirmé l'agent Valiquette, du poste 11 de la police de la CUM.

« Le témoin, un comptable agréé, avait vu le numéro de téléphone de la compagnie Connaisseur sur l'autobus et a appelé immédiatement pour porter plainte », explique M. Girard.

La police de la CUM n'a pas voulu commenter l'affaire. Le constable Valiquette a seulement indiqué qu'une plainte avait été déposée, et un rapport établi après que le chauffeur eut été intercepté par des patrouilleurs. « Il a dit qu'il n'avait rien vu », a expliqué M. Valiquette.

M. Girard affirme que sa Jeep a été endommagée, notamment la suspension et le système de direction. « Lors du choc, ma blonde a aussi eu mal au cou », dit-il.

À la compagnie Connaisseur, le répartiteur en chef, Benoît Béliveau, n'a pas voulu faire de commentaires, hier, précisant que son entreprise donnera sa version des faits demain.

Attentat raté contre un bar

RAYMOND GERVAIS

■ Une fois de plus, les artificiers de la Sûreté du Québec, qui ne chôment pas depuis quelques mois, ont été appelés dans la nuit de samedi à se rendre dans les Laurentides afin de désamorcer une bombe qui avait été placée dans un bar.

Le colis suspect a été découvert par un employé du bar *Loch Ness*, situé aux limites de Piedmont et de Saint-Sauveur, tout près de l'autoroute 15.

L'engin se trouvait sous un évier dans une salle de toilette du débit de boisson.

Constatant que le colis suspect pouvait être un explosif, l'employé a avisé la police et la cinquantaine de clients qui se trouvaient à l'intérieur du *Loch Ness* ont été évacués.

Selon la Sûreté du Québec qui écarte pour le moment tout lien avec les marrants, la bombe avait été fabriquée à l'aide de deux bouteilles contenant des liquides dont un semble être de l'essence. Des analyses en laboratoire verront à déterminer la composition du second liquide qui se trouvait dans une deuxième bouteille. L'engin était aussi composé d'une minuterie et d'un appareil de mise à feu complet. Il s'agissait donc d'une véritable bombe et non simplement d'un colis suspect.

Le bar *Loch Ness*, qui ne présente pas de danseuses nues, n'est ouvert à peine que depuis six semaines et offre une dizaine de tables de billard à sa clientèle.



PHOTO STÉPHANE BRUNET, collaboration spéciale

La pluie et le vent sévissent

La pluie diluvienne qui s'est abattue hier, en début de soirée, à Montréal, a causé de nombreux refoulements d'égouts, en particulier dans le nord-ouest de l'île. À Saint-Laurent, un tunnel du CN a été littéralement inondé (photo). Plus tôt une bourrasque a eu raison d'un arbre à l'intersection Camier et Jean-Talon. L'arbre est tombé sur des fils électriques, privant de courant le voisinage et perturbant la circulation automobile. En régions, les poteaux renversés ont interrompu le courant en plusieurs endroits.

Découverte d'un atelier de recyclage de voitures « volées »

RAYMOND GERVAIS

■ Un important atelier de découpage de voitures volées a été mis au jour tout à fait par hasard, vendredi, par deux patrouilleurs de la Sûreté du Québec du poste de Saint-Eustache.

Pas moins d'une quarantaine de carcasses d'automobiles volées ont été retrouvées par les policiers à l'atelier de Recyclage Nordique situé au 4, rue Saint-Alphonse, à Sainte-Thérèse.

Les policiers ont même retrouvée en pièces détachées une automobile qui avait été signalée volée la journée même dans la région de Montréal.

Il était environ 17 h 30 vendredi, lorsque l'attention de deux agents de la SQ a été attirée par le passage d'un far-

dier sur l'autoroute 640 à la hauteur de Bois-des-Filions.

Comme l'a expliqué hier l'agent François Doré de la SQ, c'est le fait que le ferrailleur transportait des carcasses de voitures récentes qui a éveillé les soupçons des patrouilleurs. Ces voitures étaient coupées à l'avant du tableau de bord et écrasées à la hauteur des fenêtres.

Après avoir intercepté le camion et vérifié attentivement le chargement du ferrailleur en recherchant les numéros de série des véhicules, les policiers ont constaté que trois des carcasses d'automobiles sur le ferrailleur avaient été rapportées volées, dont une la journée même.

Après avoir interrogé longuement le conducteur du camion, ce dernier, qui

ne semble pas impliqué dans le commerce de pièces de véhicules volés, a indiqué aux policiers où il avait pris son chargement.

Du recyclage...

Les agents se sont donc présentés au commerce de recyclage de pièces d'auto en question en toute fin de soirée.

Personne ne se trouvait sur place lors de la perquisition des policiers de l'unité des crimes contre la propriété de la SQ. Toutefois à l'intérieur, les limiers ont découvert de nombreuses pièces provenant de véhicules volés, dont des moteurs et des transmissions.

Selon la police, les « recycleurs » étaient très bien équipés et possédaient tout le matériel nécessaire pour découper les automobiles en quelques minu-

tes, tout en étant à l'abri des regards indiscrets.

Des carcasses et des pièces de Nissan, Toyota, Grand Prix et de Ford de modèles récents ont été retrouvées.

La police estime que ce commerce de recyclage de pièces de voitures volées faisait affaires avec des réseaux importants de voleurs d'automobiles pouvant remplir rapidement des commandes dans le genre « je l'ai, de quelle couleur tu le veux »...

Aucune arrestation n'a été effectuée en ce qui concerne cette perquisition, mais les policiers connaissent l'identité du propriétaire du commerce de recyclage de pièces d'automobiles ainsi que son adresse.

Comme l'a indiqué hier soir la SQ, ce n'est qu'une question de temps avant de pouvoir rencontrer cet homme.

L'environnement fait aussi partie de notre patrimoine

ÉRIC TROTTIER

■ Le patrimoine n'est plus tout à fait le même à Montréal. Auparavant, l'expression signifiait « immeuble historique à protéger ». Maintenant, elle reflète davantage le milieu de vie dans lequel les Montréalais sont plongés.

C'est en tout cas ce qu'ont conclu quelques dizaines de passionnés d'urbanisme et d'architecture réunis aux audiences publiques organisées hier à l'occasion du 20^e anniversaire d'Héritage Montréal, un organisme voué à la conservation et à la mise en valeur du patrimoine montréalais.

Vingt et un mémoires ont été présentés. Selon Michel Gariépy, urbaniste, professeur à l'Université de Montréal et président de ces audiences publiques, la plupart des réflexions ont porté sur le nouveau sens à donner au mot patrimoine. « Plusieurs sont convenus que la qualité de vie doit maintenant être associée au patrimoine », a expliqué M. Gariépy.

Josée Asselin, porte-parole du Centre d'intervention et de revitalisation des quartiers, estime que la conservation du patrimoine doit avant tout servir à améliorer le cadre de vie des quartiers montréalais.

Mme Asselin déplore notamment que l'étalement urbain (qui force les commerces à fermer leurs portes, ce qui incite souvent les résidents d'un quartier à quitter pour un autre quartier... ou pour la banlieue) soit devenu un « cercle vicieux ». Selon elle, la rénovation des bâtiments urbains est ralentie par ce même phénomène, qui n'aide évidemment pas à garder les Montréalais dans les quartiers du centre. Par conséquent, signale-t-elle, « de nouvelles politiques gouvernementales sont nécessaires » pour revitaliser les artères commerciales et encourager la rénovation de qualité.

Dans la même veine, une organisation représentant des locataires de Côte-des-Neiges a soumis qu'un quartier comme celui-ci aurait tout intérêt à être considéré comme faisant partie du « patrimoine », en raison de la dégradation des logements de ce secteur.

C'est également le message qu'est venue livrer la présidente de l'Ordre des architectes, Josette Michaud, qui déplore que la Ville et les gouvernements ne sensibilisent pas davantage les propriétaires montréalais afin qu'ils rénovent leurs immeubles. « La rue de l'Esplanade est un véritable gâchis; les maisons tombent », lance-t-elle à titre d'exemple.

La rue de l'Esplanade est l'une des plus belles, l'une des mieux situées à Montréal. Mais selon Mme Michaud, de plus en plus de bâtiments laissés à eux-mêmes prennent l'eau, soit par le solage ou par le toit, sans que personne n'agisse.

Clément Locat, de l'Association des amis et propriétaires de maisons anciennes du Québec, classe dans la catégorie des « maisons anciennes » toutes les résidences construites avant 1945 (soit la plupart des maisons des quartiers centraux).

Malheureusement, constate-t-il, il n'y a pas encore de mouvement de masse pour la conservation des maisons anciennes, à Montréal comme ailleurs au Québec. « Les initiatives sont trop souvent individuelles. Et la plupart du temps, la restauration d'une maison ancienne se fait à perte, en raison de la banalisation du milieu dans lequel elle se trouve et à cause de la rénovation grossière qui se fait un peu partout. »

Selon lui, une partie du problème vient de ce qu'il n'y a pas assez de main-d'oeuvre qualifiée, pas assez de « rénovateurs intelligents ». Il estime aussi que les programmes gouvernementaux d'aide à la rénovation sont « désastreux sur le plan architectural »...

Enfin, selon M. Locat, les villes sont les pires ennemis des restaurateurs de bâtiments patrimoniaux : « Après une rénovation de qualité, la plupart des propriétaires sont égoïstes par les hautes taxes ». Dans ce contexte, normal que certains proprios soient tentés de laisser leur maison se dégrader...

La réflexion suscitée par Héritage Montréal fera l'objet d'un rapport qui devrait permettre à l'organisme de se réorienter devant les nouvelles préoccupations des citoyens.

D'ailleurs, pendant que les urbanistes et les architectes dissertaient sur le devenir du patrimoine architectural de Montréal, quelques résidents du Plateau Mont-Royal sont passés à l'action en enlevant la ruelle située entre les rues Masson, Laurier, Bordeaux et De Lormier. Pendant tout l'après-midi, parents et enfants se sont ainsi éreintés à ramasser les ordures, les feuilles mortes et à recueillir les objets recyclables dans des bacs verts. Ils ont même peint un tableau sur une clôture de bois.

Une façon comme une autre de conserver et de mettre en valeur le patrimoine montréalais...



CHASSE À L'HOMME

■ Une brève chasse à l'homme qui s'est déroulée à vive allure tôt hier matin, dans le nord de la ville, s'est terminée par l'arrestation d'un jeune chauffeur de 19 ans à l'angle du boulevard Gouin et de la voie de service de l'autoroute 13, lorsque l'auto a heurté un parapet. Selon la police, l'automobiliste, dont le permis de conduire était suspendu, a décidé de prendre la fuite à la vue d'une voiture de police. Le suspect fera face à plusieurs chefs d'accusation.

JEUNESSE 2000

■ Quelques centaines d'adolescents ont défilé dans les rues du Vieux-Montréal en compagnie du maire Pierre Bourque, hier, pour souligner le 5^e anniversaire de Jeunesse 2000, un programme de loisirs conçu pour ramener les jeunes de 13 à 17 ans vers les services de loisirs municipaux. La Ville de Montréal a mis sur pied ce programme en 1990 après avoir constaté que les jeunes avaient délaissé les loisirs traditionnels. L'originalité de Jeunesse 2000 consiste à offrir aux ados l'opportunité de choisir eux-mêmes leurs activités.

DEUX GANGS S'AFFRONTENT

■ Deux gangs de jeunes en sont venus aux coups, vendredi soir, à l'extérieur d'un club afro-haïtien à l'intersection de l'avenue du Parc et de la rue Saint-Viateur à Montréal. Un coup de feu a été tiré, mais personne n'a été blessé. De nombreux policiers ont été dépêchés sur les lieux et quatre jeunes ont été appréhendés. Ils devront comparaître en cour lundi.

PAGAILLE AU MÉTRO

■ Des jeunes qui avaient été évincés d'une soirée de danse qui se tenait dans le quartier Côte-des-Neiges à Montréal, vendredi soir, ont semé la pagaille à la station de métro Plamondon. Une quarantaine de policiers de la CUM ont été dépêchés sur les lieux afin de rétablir l'ordre et un des trouble-fête a été arrêté.

BOURQUE DÉNONCÉ

■ Une coalition d'organismes montréalais veut dénoncer le voyage en Chine que s'approprie à faire le maire Pierre Bourque, le 31 octobre prochain. « Nous croyons que la mission commerciale du maire ne doit pas faire oublier qu'une sévère répression existe en Chine. M. Bourque doit prendre position en faveur des droits de la personne, auprès des dirigeants chinois », écrivent dans un communiqué huit organismes voués aux droits humains et à la non-violence.

COLS BLEUS EN COLÈRE

■ Le syndicat des cols bleus de la Ville de Laval a dénoncé hier la « lettre d'épouvante » signée par l'ancien maire Jean-Noël Lavoie, envoyée à la résidence de tous les employés de cette municipalité de banlieue. Selon les cols bleus, la lettre fait exagérément état des risques encourus par une victoire du OUI, le 30 octobre. Le syndicat déplore cette « campagne de peur », tout en condamnant la Ville qui, à son avis, a fourni la liste de ses employés à l'ancien maire Lavoie. « Des poursuites sont envisagées pour assurer le respect de la vie privée des employés de Laval », a indiqué un porte-parole.

ACCIDENT MORTEL

■ Un homme de 32 ans, Pierre Vaillancourt, de Des Ruisseaux, a perdu la vie de façon tragique hier après-midi sur la route 117, lorsque la camionnette qu'il conduisait a été heurtée de plein fouet par une remorque utilitaire qui s'est détachée d'un véhicule tracteur venant en sens inverse. L'accident s'est produit dans un virage, à 4 kilomètres au nord de Mont-Laurier.

VITESSE, SOMMEIL ET ALCOOL

■ Le conducteur d'une automobile est mort dans la nuit de vendredi à samedi à Hébertville-Station, près de Chicoutimi, après avoir perdu la maîtrise de son véhicule dans un virage rue Willbrood. La voiture a été percutée un poteau. La victime a été identifiée comme étant Jean-Pierre Nadeau, 39 ans. Selon la police, la vitesse, le sommeil ou la boisson pourrait être à l'origine de l'accident.

ÉVADÉ DANGEREUX RECHERCHÉ

■ La police tente toujours de capturer un dangereux criminel, James White, 35 ans, libéré de prison par erreur lundi dernier du centre de détention de Saint-Jérôme où il purgeait une peine de moins de deux ans de prison pour vols par effraction. Les geôliers avaient reçu comme directive de libérer un dénommé Georges White. Comme ce dernier n'était pas au centre de détention, ayant été hospitalisé, les gardiens n'ont pas vérifié le prénom de l'incarcéré et ont conclu qu'ils devaient libérer James White. Ce dernier ne s'est d'ailleurs pas fait prier pour sortir et n'a surtout pas avisé ses geôliers de leur méprise. James White est considéré comme violent et dangereux. Il mesure 1,87 m, a les cheveux bruns et les yeux bleus.

Le mot du jour
CONCOURS

La Presse
Je pense donc je lis

DANS LA PRESSE AUJOURD'HUI
ON Y GAGNE, ON Y GAGNE

Tous les détails dans le cahier Livre

DICTIONNAIRES LE ROBERT
Toute la richesse de la langue

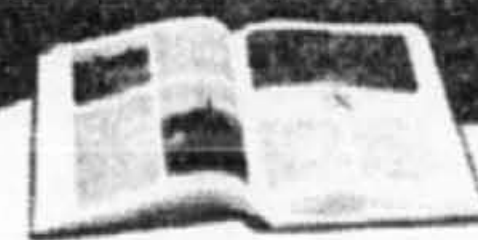




PHOTO CHRISTIAN GUAY, La Presse

Françoise Kayler honorée

La confrérie gastronomique du Québec, comprenant les plus grands chefs cuisiniers et les meilleurs sommeliers, ont profité du Gala annuel des chefs sous le thème « L'esprit et la main », hier soir, au Musée des Beaux-Arts de Montréal, pour rendre un hommage particulier à Mme Françoise Kayler, journaliste depuis plus de 30 ans à La Presse et spécialiste réputée comme chroniqueuse à l'alimentation et à la bonne cuisine. Quelque 250 personnes ont pris part à la soirée, dont les profits seront remis au Resto Pop du quartier Hochelaga-Maisonneuve. Sur la photo, Michèle Thibodeau, PDG de Centrale, Pierre Bibeau, président d'honneur de la soirée, Françoise Kayler et Jean Garon, ministre de l'Éducation.

Retrait de produits sanguins

■ Afin de donner suite à une nouvelle politique fédérale sur la maladie de Creutzfeldt-Jakob (CJ), la Croix-Rouge canadienne et la société Bayer Inc., ont annoncé le retrait de certains lots de produits dérivés du plasma.

Cette mesure préventive est prise parce que du plasma a été prélevé chez deux donneurs parents d'une personne chez qui le diagnostic de la maladie de CJ a été posé. Santé Canada a élaboré une règle de base pour guider les fabricants au sujet de la maladie de CJ.

Selon cette règle de base, on peut considérer qu'un donneur présente un risque de transmission de la maladie s'il est établi que le donneur a un parent immédiat chez qui on a posé un diagnostic positif de la maladie de type familial ou chez qui on soupçonne la présence de la maladie.

Les produits visés sont alors mis en quarantaine. Cette maladie est extrêmement rare et serait causée par une protéine infectieuse.

Il n'existe actuellement aucune épreuve de dépistage pour cette maladie dont le diagnostic est établi selon les signes cliniques.

Selon Derek Williams, vice-président directeur et directeur général de la division des soins de santé chez Bayer, il s'agit uniquement d'une mesure préventive, les résultats de recherches scientifiques actuelles ne démontrent pas la transmission de la maladie de CJ par transfusion sanguine.

Hydro nie vigoureusement l'abolition de 5000 postes

ÉRIC TROTTIER

■ La direction d'Hydro-Québec et les quatre principaux syndicats de la société d'État ont vigoureusement nié hier que l'entreprise d'hydro-électricité s'apprête à éliminer 5000 postes d'ici 1999.

Le président du conseil d'administration Yvon Martineau a déclaré que « Hydro-Québec n'a pas l'intention d'annoncer une réduction massive de ses effectifs, ni avant, ni après le 30 octobre », dans un communiqué visant à répliquer à un reportage paru hier matin dans le quotidien *The Gazette*.

Ce reportage indiquait notamment que la société d'État, qui doit réduire son budget de fonctionnement de 120 millions en 1996, annoncera la mauvaise nouvelle à ses employés au lendemain du référendum.

M. Martineau admet qu'Hydro cherche à augmenter la productivité de ses employés, de cinq p. cent en 1996 et de dix p. cent durant les deux années suivantes, mais il dit que cela se fera dans une perspective de maintien de l'emploi. « Ni au conseil d'administration, ni au bureau du président du conseil a-t-il été question de mises à pied », écrit-il.

Pas d'affolement

En tout cas, les principaux syndicats d'Hydro, qui doivent négocier les modalités de cette réduction de 120 millions, n'avaient pas l'air affolé, hier, après avoir pris connaissance de l'article du quotidien anglophone. Ils ne croient pas, eux non

plus, que leur employeur songe à faire des mises à pied.

« Jusqu'à preuve du contraire, Hydro ne se comporte pas comme une entreprise qui va couper 5000 emplois le 31 octobre », a déclaré à *La Presse* le président du syndicat des 1500 ingénieurs d'Hydro, Louis Champagne, joint à Winnipeg dans un congrès.

« Hydro nous dit qu'elle doit couper une partie substantielle de son budget de 1996, poursuit-il. Si on traduit les 120 millions en perte d'emplois, ça peut certainement signifier que plus d'un millier d'employés seront mis à pied, mais ce n'est pas l'hypothèse de travail qui a été avancée. »

Même son de cloche du côté des trois syndicats SCFP, représentant les 17 000 techniciens, employés de métier et de bureau d'Hydro. « Personne n'a jamais parlé d'abolir 5000 postes. Au contraire, la direction n'arrête pas de nous dire qu'elle fera en sorte qu'il n'y ait pas de mises à pied », a expliqué un cadre syndical du SCFP.

Selon les syndicats, Hydro doit entamer avec eux ce mois-ci des discussions pour trouver les moyens de réduire le budget de fonctionnement sans affecter l'emploi. Une première rencontre est d'ailleurs prévue dès demain avec les syndicats SCFP.

Une ouverture

Selon les différents syndicats joints par *La Presse*, l'entreprise aurait déjà montré une certaine ouverture. Ainsi, Hydro songerait à reporter d'un an (et peut-être même deux ans) le renouvellement de certains équipe-

ments obsolètes, économisant plusieurs millions de dollars. Elle pourrait également revoir toute l'organisation du travail, le ratio cadres/employés, etc. Des mesures d'attrition, des mises à la retraite prématurées seraient aussi envisagées. Les décisions seront prises avant Noël, indique le président du conseil d'Hydro.

Pour sa part, l'ingénieur Louis Champagne n'a pas dit que son syndicat allait s'opposer à ces mesures administratives, mais il exige d'abord de voir toutes les données comptables.

— Pourquoi, remettez-vous en question les chiffres fournis par Hydro ?

— La tradition, avec Hydro, nous a appris qu'il fallait toujours remettre en question ce que nous dit Hydro, a répondu du tac au tac M. Champagne. Ce dernier compte aussi interroger l'administration actuelle de la société sur certaines transactions qui lui ont fait perdre des millions. « Nous n'avons pas à payer pour les pots cassés de la direction », dit-il.

Par ailleurs, tout le monde se demandait hier à Hydro qui avait bien pu « couler » une pareille information, qu'elle soit vraie ou fausse. Certains accusaient les syndicats de vouloir faire pression sur leur employeur (les syndicats ont évidemment nié). D'autres se sont aussi demandé qui avait intérêt à ce qu'une telle nouvelle sorte d'une semaine du référendum. M. Martineau, un proche du Parti québécois qui doit composer avec plusieurs cadres supérieurs nommés sous l'ancien gouvernement libéral, a toutefois refusé de répondre aux questions de *La Presse* à ce sujet.

Attaque contre des vins français d'appellation d'origine contrôlée

Agence France-Presse

PARIS

■ Une attaque en règle contre les vins français arborant l'étiquette AOC (appellation d'origine contrôlée), lancée par une revue de défense des consommateurs, a provoqué un bel émoi dans les milieux viticoles en France.

Établie dans les années 30 pour préserver l'identité des meilleurs crus, l'AOC, est devenue une « appellation galvaudée » qui ne protège plus les consommateurs, a dénoncé en fin de semaine le mensuel *Que choisir*.

Jeudi, le Conseil interprofes-

sionnel du vin de Bordeaux avait en vain tenté de faire saisir la publication. La revue affirme que le bénéfice des zones d'appellation contrôlée, dont la fixation appartient aux professionnels, a été accordé, en particulier pour le chablis, à des parcelles totalement inaptes à la culture de la vigne, certains viticulteurs se contentant ensuite de rajouter sucre et colorants dans les limites autorisées.

Les viticulteurs du Bordelais et de Bourgogne ont vivement réagi à ces accusations qu'ils ont qualifiées de « tendancieuses » et « excessives ».

Ils font valoir que la production française de vins dégage un chiffre d'affaires de plus de 60

milliards de FF (12 milliards), dont près de la moitié à l'exportation. Les AOC représentent la moitié de la production en volume de vins français : de 8 millions d'hectolitres il y a 30 ans, elle est passée à 13 millions il y a 20 ans et à 22 millions d'hectolitres actuellement.

Jusqu'à présent, l'Inao ne soumet les vins AOC qu'à des critères de « spécificité » et de conformité à leur règlement de fabrication, sans juger leur qualité gustative, reconnaît Alain Berger, directeur de l'Institut national des appellations d'origine contrôlée.

Les services de la répression des fraudes vont faire expertiser les conditions d'arrosage du vignoble de Chateaufort-du-Pape.

lotto-québec	
Le Mini	
Tirage du 95-10-20	
NUMÉROS	LOTS
661640	50 000 \$
61640	5 000 \$
1640	250 \$
640	25 \$
40	5 \$
66164	1 000 \$
6616	100 \$
661	10 \$

lotto-québec	
Extra	
Tirage du 95-10-20	
NUMÉROS	LOTS
185643	250 000 \$
85643	2 500 \$
5643	250 \$
643	25 \$
43	10 \$



Tirages
du 95-10-15
au 95-10-21

	3	4
DIMANCHE	390	5907
LUNDI	960	7172
MARDI	920	6974
MERCREDI	989	5551
JEUDI	728	8034
VENDREDI	720	2953
SAMEDI	742	6937

					Tirage du 95-10-20
<u>2</u>	<u>4</u>	<u>6</u>	<u>8</u>	<u>13</u>	
<u>14</u>	<u>16</u>	<u>24</u>	<u>25</u>	<u>35</u>	
<u>40</u>	<u>45</u>	<u>49</u>	<u>50</u>	<u>53</u>	
<u>55</u>	<u>58</u>	<u>59</u>	<u>61</u>	<u>62</u>	
Prochain tirage : 95-10-21					

Prochain tirage : 95-10-21

TVA, LE RÉSEAU DES TIRAGES

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

loto-québec

Tirage du
95-10-21

4 25 33 35 40 45

Numéro complémentaire: **26**

RÉSULTATS
l o t o - q u é b e c

GAGNANTS

LOTS

6/6

5/6+

5/6

4/6

3/6

**RÉSULTATS COMPLETS
PUBLIES
DES DEMAIN**

Ventes totales:

Prochain gros lot (approx.):

Prochain tirage: 95-10-25

lotto-québec	
Extra	
Tirage du 95-10-21	
NUMÉROS	LOTS
158642	100 000 \$
58642	1 000 \$
8642	250 \$
642	50 \$
42	10 \$
2	2 \$

		Tirage du 95-10-21	
SELECT			
4	8	12	18 33 36
Numéro complémentaire: 6			
MISE-TÔT 20 34 35 41			
GAGNANTS		LOTS	
34	1 470,60 \$		

GAGNANTS		LOTS	
6/6	0	1 000 000,00 \$	
5/6+	2	6 987,70 \$	
5/6	50	186,30 \$	
4/6	1 572	27,60 \$	
3/6	20 718	5 \$	
Ventes totales: 643 483,00 \$			
Gros lot à chaque tirage:			
1 000 000,00 \$			

		Tirage du 95-10-20	2 11 22 23 33 45 46
			Numéro complémentaire: 40

Extra® Super 7		Tirage du vendredi	
NUMÉROS	LOTS	GAGNANTS	
142865	100 000 \$	7/7	0
42865	1 000 \$	6/7+	1
2865	250 \$	6/7	28
865	50 \$	5/7	2 075
65	10 \$	4/7	45 100
5	2 \$	3/7+	40 301
		3/7	389 097
			LOTS
			7 000 000,00 \$
			105 267,90 \$
			3 289,60 \$
			158,50 \$
			10 \$
			10 \$
			1 participation gratuite (3 sélections)
		Ventes totales: 5 582 102,00 \$	
		Prochain gros lot (approx.): 8 000 000,00 \$	
		Prochain tirage: 95-10-27	

lotto-québec	
Extra Super 7	
Tirage du vendredi	
NUMÉROS	LOTS
142865	100 000 \$
42865	1 000 \$
2865	250 \$
865	50 \$
65	10 \$
5	2 \$

Ventes totales: 5 582 102,00 \$

Gros lot à chaque tirage: 8 000 000,00 \$

Prochain tirage: 95-10-27

TVA, LE RÉSEAU DES TIRAGES DE LOTTO-QUÉBEC

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Vous aimeriez donner votre opinion en tant que consommateur? Participez à l'un de nos groupes de discussion où nous présentons ou testons de nouveaux produits ou services. Pour plus d'information contactez Dominique Gratton au 931-8236.

Une simple partie de quilles...

PARTICIPATION

Le mouvement pour la santé active

FAILLITE • FAILLITE NOUVEL ARRIVAGE: ROBINETS et ACCESSOIRES Haut de gamme

4 000 000 \$ DE MARCHANDISES

Tout pour la salle de bain

- Robinets d'éviers de cuisine, de lavabos, baignoires et douches
- Douches et bases de douche
- Baignoires thérapeutiques, à tourbillon et standard
- Lavabos à colonne, encastrés et suspendus
- Bidets avec ou sans jet.
- Toilettés silencieuses et régulières
- Miroirs et accessoires

MARQUES DE PRESTIGE: Selles - Aquabass - Guillian - Bandini et autres

de 65 à 75% de rabais

TRANSIT 928-1616 LIQUIDATEUR

Dimanche SEULEMENT de 10h à 17h

576, boul. Guimond, Longueuil

Kama Sûtra

L'intérieur de la Grand Am 1996 a été entièrement redessiné. Plus ergonomique et surtout, plus confortable, il permet d'être dans la meilleure position... de conduite.

GRAND AM **PONTIAC**

LA PASSION DE CONDUIRE

Leur nombre diminue, mais les Québécois vont encore faire leurs courses à Plattsburgh

ÉRIC CLÉMENT
PLATTSBURGH

■ Durement touchés par la fermeture d'une importante base militaire, les commerçants de Plattsburgh sont heureux de pouvoir compter sur les consommateurs québécois et ontariens, qui s'y rendent encore, même si l'attrait des aubaines est réduit par la dépréciation de notre dollar par rapport au billet vert.

La Presse s'y est rendue et a constaté que les Québécois forment encore entre 15 et 25 p. cent de la clientèle du samedi des centres commerciaux du nord de l'État de New York.

Heureusement pour les commerçants, car la fermeture, définitive fin septembre, de la base de l'Armée de l'air américaine et le départ de plusieurs milliers de familles ont affecté sensiblement l'économie locale. Même l'ouverture d'une usine de wagons par Bombardier ne l'a pas relancée, car l'entreprise québécoise a embauché surtout « des gens du Vermont », nous a expliqué Louise Laplante, du bureau de tourisme de Beekmantown.

Le drapeau unifié flottait tristement, hier, au-dessus du centre commercial Plaza, où des

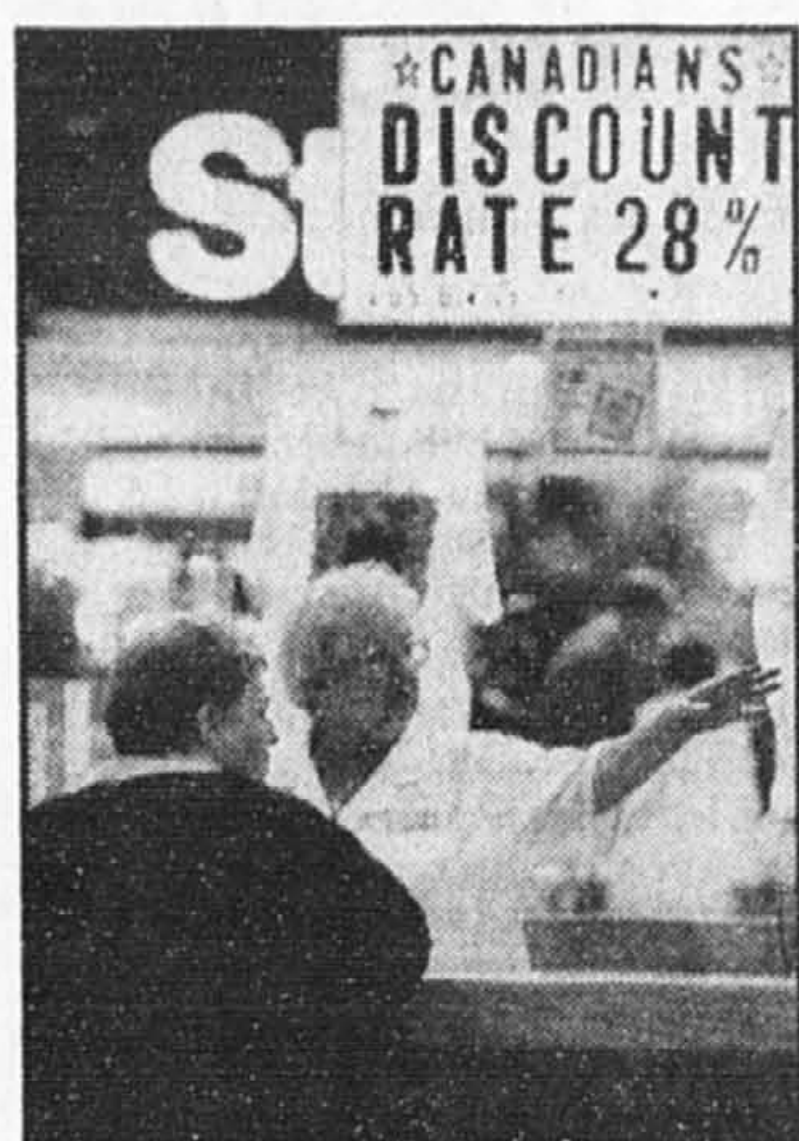


PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

Le Champlain Centre propose un taux de change de 28 p. cent à ses visiteurs canadiens.

locaux sont désespérément déserts. « Trois magasins ont fermé », explique M. Mike Eppler, gérant de The Paper Cutter, seul commerce demeuré ouvert grâce à la proximité du magasin d'alimentation Sun Foods. « Grâce aussi à des professeurs d'He-

mingford et de Saint-Jean qui s'approvisionnent chez nous », dit-il.

Tout près, au Champlain Centre South, une dizaine d'espaces commerciaux sont vides. On essaie d'attirer la clientèle canadienne avec des taux de change d'environ 28 p. cent. La rue vers Plattsburgh a diminué depuis l'élan du début des années 90. Le bureau touristique de Beekmantown a répondu à 234 000 demandes de renseignements en 1991, et seulement 135 000 l'an dernier. « Depuis que le taux de change est supérieur à 25 p. cent, il y a une baisse », dit Mme Laplante.

On a cependant noté un regain d'intérêt en août et septembre. Les Québécois sont toujours attirés par les produits d'alimentation, les souliers et les vêtements. « Même avec le taux de change défavorable et les taxes douanières, nos produits sont meilleur marché qu'à Montréal », dit Robin Fernald, une vendeuse du magasin d'articles de literie Springmaid, au centre commercial Miromar, où il y avait bien peu de monde pour un samedi.

« Les Canadiens viennent encore mais achètent moins », dit Silla Florsheim, gérante du magasin de chaussures du même centre commercial. Il y a eu une grosse baisse de fréquentation depuis un an. Pourtant, je suis allée à Montréal et nos souliers sont plus cher chez vous. »

Au poste de douanes de Lacolle, un Québécois qui travaille dans une ferme de Plattsburgh a essayé de passer une douzaine de douzaines d'œufs, hier matin. En vain. On ne peut apporter en terre canadienne que deux douzaines d'œufs, une dinde et des produits laitiers d'une valeur de 20 \$ canadiens par personne.

Le jeune homme était certain d'avoir fait un bon achat, à 1,25 \$ US la douzaine. S'il avait été chez Sun Foods de Plattsburgh, il aurait trouvé des œufs « gros » à 69 cents US la douzaine.

Paul et Hélène Chevette, de Joliette, viennent d'ailleurs cha-

Plattsburgh ou Montréal?

ARTICLES	Coût* à Montréal nov. 92	Coût* à Plattsburgh nov. 92	Coût* à Montréal oct. 95	Coût* à Plattsburgh oct. 95
Pain tranché	1,39	1,26	1,59	1,39
Laitue frisée	0,85	1,01	0,99	1,39
Brocoli	1,89	1,52	1,49	1,81
Mélange à gâteau Betty Crocker	1,29	1,25	1,79	1,39
2 kg de sucre blanc	1,39	2,36	1,97	2,24
Un litre d'huile Crisco	2,75	2,54	3,29	2,79
Petits pois	0,85	0,42	0,59	0,46
1 kg cuisses de poulet	-	-	3,06	2,45
1 kg poitrines de poulet	-	-	4,39	4,00
454 g de beurre	2,69	1,78	2,59	1,39
12 œufs gros	1,78	1,09	1,67	0,67
4 rouleaux Cottonelle	2,30	1,45	2,50	1,79
100 sacs à sandwich Ziploc	3,22	3,41	2,99	4,32
200 g de biscuits soda	-	-	2,19	2,80
1 litre ketchup Heinz	3,99	1,77	2,69	3,64
2 litres Seven-Up	2,30	1,35	1,84	1,25
TOTAL	26,69	21,21	35,63	33,78

Les prix sont en dollars canadiens

* Le prix des produits taxables - semblables à ceux du Québec - comprend la taxe. Les douaniers canadiens ajoutent à la facture totale du sac d'épicerie un droit de 5,1 p. cent.

Infographie La Presse

que fin de semaine au Sun Foods. La Presse les a regardés faire leurs courses. M. Chevette dit sauver 10 \$ par cartouche de cigarettes, mais il bénéficie d'une exemption personnelle de droits et de taxes de 50 dollars depuis juin (au lieu de 20 \$) car il reste au moins 24 heures à l'extérieur du Canada.

« On achète du lait, du fromage, du beurre et de la bière (douze cannettes de Milwaukee pour 3,99 \$ US) », dit Mme Chevette. « Les oignons ne sont pas intéressants aujourd'hui à 39 cents US la livre, ajoute M. Chevette. Mais regardez, la crème est à 88 cents seulement. Ma femme achète ses serviettes hygiéniques pour 99 cents au lieu de plus de 4 \$ au Québec. Quand j'ai construit ma véranda, j'ai acheté mes planches de 2 x 5 ici et j'ai sauvé quatre piasses par planche. »

Les Québécois qui font leurs emplettes à Plattsburgh doivent payer une taxe de 5,1 p. cent sur la valeur canadienne de leur épicerie, sauf sur certains produits. « En janvier, ce taux passera à 4 p. cent », précise le douanier Richard Landry.

La Presse a comparé le coût d'un panier d'épicerie à Montréal (au Provigo du 1000, rue Mont-Royal Est) et au Sun Foods de Plattsburgh (voir tableau). La différence est peu importante, mais encore favorable au commerce de Plattsburgh.

Pour l'essence, le voyage est moins intéressant que d'habitude. A cause de la guerre des prix, on peut trouver dans la région montréalaise de l'essence ordinaire au prix de 52 cents le litre. La Presse a payé la même essence 1,24 \$ US le gallon à Plattsburgh, soit environ 44 cents canadiens le litre.



PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

Comme chaque fin de semaine, M. Paul Chevette, de Joliette, consultait, hier, les aubaines proposées par le magasin d'alimentation Sun Foods de Plattsburgh.

Le service InfoBref Bell

Le téléphone le plus lu... Le quotidien le plus écouté!

Abonnés de Bell Mobilité composez sans frais * Bref

Service rapide GRATUIT* accessible 24 heures sur 24, 7 jours par semaine, à l'aide d'un téléphone à clavier.

Pour entendre le contenu de ces différentes rubriques, composez le 875-2355. Puis, au son de la voix, composez le code à trois chiffres correspondant à la rubrique choisie. Pour sortir rapidement de l'une de ces rubriques, faites le 33 puis, au son de la voix, appuyez sur le 9. Vous pourrez alors choisir une autre rubrique.

* Dans la zone d'appel locale seulement.

- **Nouvelles en bref**
 - La Une: 110
 - Nouvelles locales: 120
 - Nouvelles sportives: 130
 - Nouvelles économiques: 140
 - Nouvelles nationales et internationales: 150
 - Arts et spectacles: 160
 - En primeur: 170
- **Éditoriaux:** 210
- **Question du jour:** 220
- **Info-Affaires^{MC} Bell**
 - À surveiller cette semaine: 311
 - Causeries et conférences d'affaires: 321
 - Perfectionnement en gestion: 331
 - Finance et comptabilité: 341
 - Marketing, communication, vente et service à la clientèle: 351
 - Production, qualité, environnement et technologie: 361
 - Ressources humaines et formation: 371
 - Informatique: 381
- **Questions d'affaires Réponses d'affaires**
 - 5 choix de chroniques disponibles: 410
- **Résultats de la loterie**
 - 6/49: 411
 - Lotto Super 7: 412
 - Sélect 42: 413
 - Banco: 414
 - La Quotidienne: 415
- **Bulletins météorologiques d'Environnement Canada**
 - Région de Montréal: 421
 - Prévisions à long terme (Montréal): 422
 - Estrie, Québec, Laurentides: 423
 - Villes canadiennes: 424
 - Villes américaines: 425
 - Plaisanciers (Montréal): 426
- **Produits et services de Bell:** 520
- **Services de La Presse**
 - Service des abonnements: 610
 - Annonces classées: 620
 - Publicité: 630
 - Rédaction: 640
 - Information sur les concours: 650
 - Renseignements généraux: 660

- **INFO-ARTS Bell**
 - À surveiller cette semaine: 710
 - Danse: 720
 - Musique et art lyrique: 730
 - Théâtre: 740
 - Variétés et humour: 750
 - Expositions et musées: 760
 - Service personnalisé (accès direct): 770

- **Le Golf avec Carlo Blanchard**
 - Conseil de la semaine: 811
 - Positions de base: 812
 - Élan de golf: 813
 - Coups de départ: 814
 - Coups d'approche: 815
 - Entraînement: 816
 - Commentaires et suggestions: 817



La Presse



LE SALON INTERNATIONAL DE LA FRANCHISE ET DES RÉSEAUX D'AFFAIRES

20, 21, 22 OCTOBRE
PLACE BONAVENTURE

LE SEUL RASSEMBLEMENT ANNUEL DE LA FRANCHISE ET DES RÉSEAUX D'AFFAIRES AU QUÉBEC

- Plus d'une centaine de franchises en développement dans les secteurs de la restauration, des services, des loisirs, du détail, etc.
- Opportunités d'affaires à ne pas manquer pour démarrer votre entreprise.
- Conférences en permanence données par l'Association québécoise de la franchise.
- Guide complet des meilleures franchises en développement au Québec remis à tous les visiteurs.

NE MANQUEZ PAS LES ATELIERS PROMEXPO "AVOIR LE PROFIL GAGNANT"
POUR RENSEIGNEMENTS : (514) 397-4879

UN ÉVÉNEMENT

EN COLLABORATION AVEC



HORAIRE DU SALON

Dimanche: 10h à 18h

VISITE DU SALON: 15 \$

UNE CENTAINE D'OPPORTUNITÉS D'AFFAIRES

- Académie du Savoir
- Actec
- Al-Vin
- American Restoration Services
- Arway
- Articles de sport "Play it Again Sports"
- Association Québécoise de la Franchise
- Banque Nationale
- Boutique Charla
- Café Pablot
- Café-Bistro A.L. Van Houtte
- Centre Croisières
- Chippy Reparatoin d'écailles de peinture
- ClamShack
- ClubPage
- CyberMind
- Dairy Queen
- Decor Distinction
- Distribution Allstar
- Domino's Pizza
- Dunkin' Donuts/Baskin-Robbins
- Franchises Concept Canada
- Frid' O' Snack
- La Bonbonnière Sweet Factory
- La Revue Occasions d'affaires
- Laflour Brown, avocats
- La Monde du Transfert
- La Poulet Frit Chester
- La Rigolleur
- La Super Club Vidéotron
- Les Assemblages Divers
- Magazine Entreprendre
- Mail Boxes Etc.
- Megatek
- Microplay jeux vidéo
- Mini Putt l'authentique
- Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie (MISST)
- Minuteman Press
- Money Mailer du Québec
- Nikken
- Nutri-Zoo
- O'Paulet
- Petro Canada
- Photo Express Concept
- Pizza Donini
- PostNet
- Pot Pourri
- Poulet Penny
- Prapor
- Rainbow International
- Récupération de baignoires en acrylique
- Restaurant Mikes
- Restaurants Cultures Inc.
- Robin's Donuts
- Rollerball
- Rate-Static
- Saint-Basile - Winnipeg 2000
- Santaria - La Capelaria
- Service Pers-O-nal
- Services d'affaires Envoy
- Services Instant-Comptant
- Shred-Tech
- Sodisav
- Solution 2000
- Subway
- TDI Systems Canada
- Ultrasonic Network Inc.
- Valentine
- Visual concept inclusions
- Voyages Fantastique
- Voyages Marcel Béliveau International
- Voyages Va/ Go Travel

et plus encore...

NATHALIE PETROWSKI



Race de mère

Je brûle d'aborder le sujet depuis une semaine: celui des bébés que nous n'avons pas eus, celui des mères de famille nombreuse que nous ne serons jamais.

Je me suis abstenue jusqu'à maintenant par pure lâcheté. Le consensus semblait si fort, tant dans le camp du OUI que dans le camp du NON, qu'il interdisait toute dissidence.

Quiconque aurait osé saluer la lucidité de Lucien Bouchard la semaine dernière, courait à l'excommunication.

Au lieu de protester, j'ai donc pris mon trou en rageant de ne pouvoir clamer publiquement que Lucien avait raison.

Raison de prétendre que nous, les Québécoises de race blanche, Québécoises de souche ou d'adoption, nous ne faisons plus d'enfants. Raison de se désoler de la situation.

J'en sais quelque chose. Avec mon unique fils en guise d'emblème, il m'arrive certains jours de me mordre les doigts de ne pas avoir eu le courage d'en faire deux ou trois. Comme je suis loin d'être l'exception, je ne comprends pas pourquoi on s'énervait devant cette réalité connue et mille fois rapportée.

Mais ce n'est pas cela qui me choque. Ce que je trouve déplorable de la part des deux camps, c'est l'empressément avec lequel on a récupéré l'affaire en envoyant promener ce qui semble être devenue la pire race de toutes: la race des mères.

Dans les assemblées joyeuses d'Yvettes en goguette ou les conférences feutrées de Lisettes en salopettes, on a clamé, Lucien le premier, qu'il n'était pas question de renvoyer les femmes à la maison avec leurs enfants. Tout mais pas ça!

D'un côté comme de l'autre, on s'entêtait à dire que la femme avait été mise sur terre pour travailler et qu'une femme moderne et vaccinée ne pouvait se réaliser autrement.

En d'autres mots: allez vous faire voir ailleurs les petites mères, nous, nous allons de l'avant, libres, émancipées, les pieds au chaud et le ventre plat.

Ce discours-là, je l'ai dit, répété et écrit, je ne le supporte plus. C'est en partie à cause de ce discours-là que mes contemporaines et moi ne faisons que 1,5 enfant. A cause de ce discours-là que nous avons attendu et tergiversé jusqu'à la dernière heure. A cause de ce discours-là que nous avons eu honte de tomber enceinte et envisagé l'avenir avec effroi.

Oui, bien sûr, il y a eu d'autres considérations: la couche d'ozone, le réseau défaillant des garderies, la pingerie de l'État en matière d'allocations familiales, la rigidité des horaires de travail, etc...

Mais entre vous et moi, la décision de faire un enfant est bien trop grave pour se réduire à cette liste de tracas. C'est une décision qui est liée aux tripes des femmes, à leur identité intime et sociale. Être ou ne pas être mère, voilà la question.

Or, quand, sur toutes les tribunes de la société, on martèle que faire des enfants de nos jours est aussi absurde que compliqué, quand l'esclavagisme est immanquablement le lot de celle qui élève des enfants à la maison alors que l'esclavage au bureau, à l'entreprise ou à l'usine, passe pour une libération, quand une femme accomplie est une femme qui a réussi professionnellement, quand la seule identité valable est celle d'une abeille besogneuse qui ne souscrit qu'à la doctrine du travail, il n'y a rien d'étonnant à ce que les femmes en quête de leur identité, congédient la mère en elles.

Comment peut-il en être autrement? On ne cesse de leur répéter que les mères sont des perdantes et que refuser d'avoir des enfants n'est pas qu'un droit, c'est une fierté.

Nous ferons des enfants quand nous le voudrons, clamait haut et fort Lise Bacon dont le seul enfant connu si je ne m'abuse, est Robert Bourassa.

Traitez-moi de réactionnaire mais être mère pour moi, ce n'est pas une défaite, c'est un exploit et une aventure plus triquante que pdg.

Évidemment avec ma carrière bien installée, je peux toujours parler. Le fait est qu'il y a des jours ma carrière m'épuise, des jours où je rêve de me retrouver pieds nus et enceinte à la maison. Et devinez quoi? Je parie que nous sommes une armée de femmes ayant une profession à partager secrètement la même perversion.

RÉFÉRENDUM 95



L'EXPRESS POLITIQUE

MARTIN COMPTE SUR UN NON POUR STOPPER LA CHUTE DU DOLLAR

Le ministre fédéral des Finances Paul Martin croit que seul un NON au référendum sur la souveraineté du Québec pourra mettre fin aux soubresauts du dollar sur les marchés financiers. Lors d'une entrevue accordée à la station de radio CKVL, hier matin, le ministre Martin a expliqué que les marchés financiers anticipaient également des pertes d'emplois et d'investissements dans un éventuel Québec souverain. M. Martin a ajouté que le Québec recevait plus qu'il n'en donnait à Ottawa, soit 41 milliards contre 29 milliards de dollars. Selon le ministre, un Québec souverain devra inévitablement combler ce trou de 11 milliards par une diminution de services ou une augmentation des impôts, ou les deux. Dans la seule journée de vendredi, la devise canadienne a perdu trois quarts de cent.

D'après PC

LE OUI EN AVANCE

Un nouveau sondage Léger & Léger publié hier est venu confirmer la montée du OUI, qu'il donne très légèrement en avance dans la campagne référendaire avec 50,2 pour cent d'appui contre 49,8 pour le NON, après répartition des discrets et des indécis selon une méthode qui, au dire de la firme de sondage, tient compte de la langue des répondants, des intentions de vote provinciale et fédérale ainsi que de variables socio-démographiques. Les résultats bruts de cette consultation effectuée entre lundi et vendredi matin pour le compte du Journal de Montréal et du Globe and Mail sont les suivants : 45,8 pour cent des gens ont l'intention de voter OUI à la question référendaire, alors que 42,2 pour cent optent pour le Non. Quant aux autres personnes interrogées : 5,7 pour cent ont refusé de répondre, 4,6 pour cent sont indécises et 1,7 pour cent affirment qu'elles n'iront pas voter.

D'après PC

UN BÉMOL DE LA SSJB

Le Québec ne doit pas nécessairement et automatiquement renoncer à faire partie de l'ensemble canadien à la suite d'une victoire du OUI au référendum si le Canada fait au Québec des propositions concrètes qui répondent à ses besoins et à ses aspirations légitimes. Ce point de vue fait partie de la neuvième résolution qui sera présentée ce matin aux membres de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec, réunis dans un hôtel de Sainte-Foy pour leur 59e congrès général annuel. Ils seront appelés à voter sur neuf résolutions qui vont de l'application plus rigide du Code de la sécurité routière au droit à l'autodétermination du peuple québécois par voie de référendum, en passant par... la restauration du pont de Québec. Le congrès a débuté hier matin, mais ce n'est que ce matin que les membres auront à se prononcer sur les résolutions qui leur seront présentées. Hier, le vice-président de la SSJB, Léo Gagné, se disait convaincu que ce vote n'était qu'une simple formalité et que toutes les résolutions soumises par écrit aux membres allaient être adoptées.

D'après PC

LE RÉFÉRENDUM SUR INTERNET

La Société Radio-Canada présentera une couverture complète de la soirée du référendum, sur... Internet, le 30 octobre prochain. Pour l'occasion, les internautes de la planète pourront profiter des analyses des journalistes de Radio-Canada via le réseau Radionet. Pour accéder au site web de Radionet, il faut se rendre à l'adresse suivante : <http://www.radio-src.ca/radionet>. Selon Radio-Canada, il s'agit d'un « rendez-vous virtuel avec l'histoire ».

Éric Trottier

GENS DE L'AIR POUR LE OUI

Au terme de leur 20e congrès annuel, les Gens de l'air du Québec, réunis hier dans un hôtel de Sainte-Foy, en banlieue de Québec, ont opté pour soutenir le OUI lors du référendum sur la souveraineté, et ce, par une forte majorité dont la teneur n'a toutefois pas été dévoilée. À la suite d'une décision du bureau de direction de cette association, une motion a été présentée au début de l'après-midi afin de tenir un référendum. La question se lisait comme suit : « Croyez-vous que l'Association des gens de l'air du Québec doit se prononcer pour le OUI au prochain référendum ? » Souvent, durant la journée, le président de l'organisme, René Dacier, reporté au pouvoir pour un troisième mandat consécutif, devait rappeler aux membres que ce 20e congrès se tenait dans une période susceptible d'apporter des changements. À la veille de la tenue d'un référendum sur la souveraineté du Québec et d'un nouveau partenariat touchant à l'espace canadien et l'espace québécois, l'Association des gens de l'air est appelée à jouer un rôle de premier plan, indépendamment de l'issue du scrutin de la semaine prochaine. Si c'est le OUI qui l'emporte, l'association sera en relation très étroite avec les deux gouvernements durant toute la période de transition. Par ailleurs, si c'est le NON qui l'emporte, notre association devra redoubler d'efforts pour ne pas voir les acquis que nous avons obtenus depuis 20 ans disparaître en quelques mois ou quelques années.

D'après PC

Le gouvernement fédéral a étudié divers scénarios pour contrer une victoire du OUI

Presse Canadienne
OTTAWA

Le gouvernement fédéral a étudié diverses options pour contrer une victoire du OUI au référendum du 30 octobre prochain, révèle une série de documents préparés par le comité référendaire du Conseil privé à Ottawa.

Les études, obtenues par le *Globe and Mail*, décortiquent plusieurs scénarios qui reposent tous sur l'argument que le Québec n'a pas le droit de déclarer sa souveraineté en vertu de la Constitution canadienne ou du droit international.

Le journal torontois ajoute que les documents ont été élaborés au cours de l'année dernière en collaboration avec le ministère fédéral de la Justice et certains autres fonctionnaires.

Les études recensent quelques av-

nues politiques et juridiques que pourrait emprunter Ottawa advenant une victoire du OUI, et « sont conçues de façon à synthétiser et distiller les faits et les arguments relatifs au débat sur l'indépendance ».

Les documents, datés de décembre 1994, proposent entre autres de contester devant les tribunaux une déclaration unilatérale de souveraineté, d'utiliser les pouvoirs fédéraux pour désavouer la loi décrétant la souveraineté ou de recourir à la section de la Constitution portant sur la paix, l'ordre et le bon gouvernement.

« Chaque option est risquée et pourrait ne pas être efficace dans les circonstances du jour, affirme un extrait d'un document cité par le *Globe and Mail*. Si le gouvernement du Québec s'est déjà engagé sur un chemin vers la sécession, il est peu probable que le

Québec respecterait les contre-mesures fédérales. »

Le document conteste les arguments des souverainistes voulant que la Constitution canadienne protégerait les frontières actuelles du Québec. « Une fois que le Québec a cessé d'être une province, ces garanties constitutionnelles ne s'appliqueraient plus. »

Les études concèdent que le Canada ne pourrait pas opposer son veto à la reconnaissance internationale de la souveraineté québécoise, même si elle était déclarée de façon unilatérale. Elles notent cependant qu'une telle déclaration serait dénuée de sens tant qu'une reconnaissance internationale ne se manifesterait pas.

Les documents préparés par le Conseil privé ne constituent pas un plan d'action que devrait suivre Ottawa en

cas de victoire du OUI, soutient le *Globe and Mail*. Ils tentent plutôt de répondre à des questions d'ordres juridiques, économique et politique tout en contestant certaines hypothèses avancées par le Parti québécois.

Le document du Conseil privé portant sur les enjeux juridiques met en doute le « droit à l'autodétermination » du Québec sous prétexte que le « Canada », en effet, reconnu l'identité des Québécois » et que les Québécois ne peuvent affirmer qu'ils forment un peuple colonisé dont les droits fondamentaux ont été bafoués.

Le comité référendaire du Conseil privé cite aussi des experts qui soulignent que la Constitution canadienne ne prévoit pas de mécanisme de sécession unilatérale d'une province et qu'une sécession légale devrait passer par des amendements à la Constitution consentis par les provinces.



PHOTO PC

La conférence de Mike Harris, le 12 octobre, a provoqué un murmure de satisfaction de l'auditoire, chaque fois que le premier ministre de l'Ontario a promis la ligne dure à l'égard d'un Québec indépendant.

Le Canada n'a pas la fièvre référendaire

GÉRALD LEBLANC

Tom Walkom, un vétéran de la politique au *Toronto Star*, avait écrit des dizaines de chroniques sur Meech et Charlottetown. Il signait, hier, son premier article sur le référendum de 95, en expliquant que les batteries canadiennes étaient à plat et que le débat québécois paraissait bizarre et détaché de la réalité.

Le Canada refuserait-il de parler à un Québec indépendant ? Tom pense que les élites canadiennes, qui clament aujourd'hui ne rien vouloir savoir, seront les premières à reconnaître que le Québec ne sera pas un pays étranger comme les autres.

Ce qui l'inquiète, c'est que, depuis Meech et Charlottetown, la population ne suive plus les leaders. Lors de la conférence de Mike Harris, la semaine dernière, Tom a remarqué le murmure de satisfaction de l'auditoire, fait de gens d'affaires plutôt réservés, chaque fois que le premier ministre promettait la ligne dure à l'endroit d'un Québec indépendant.

Tom m'expliquait hier que derrière l'indifférence apparente, on sent présentement au Canada anglais une source d'irritation, qui pourrait vite devenir de la colère ouverte. « Le Canada sera prêt à se tirer dans le pied, à poser des gestes illogiques et nuisibles, advenant un OUI au référendum. Un NON sera accueilli avec un haussement d'épaules. Le drame, c'est qu'on comprend de moins en moins ce qui se passe au Québec. »

« Il y a chez les Canadiens quelque chose de l'amané éconduit. Le Canada reconnaît qu'il a besoin du Québec pour se distinguer des États-Unis, mais il croit ne rien recevoir en retour du Québec. »

La schizophrénie du Globe

Le référendum continue de faire les manchettes des téléjournaux et la une des quotidiens ontariens, avec une plus grande place aux reportages favorisant le NON, depuis que les sondages indiquent un match plus serré que prévu.

L'incident le plus surprenant est survenu dans le prestigieux *Globe and Mail*, le quotidien national du Canada, où le grand patron, William Thorsell, tout sauf un québécoisophile, signait un étonnant éditorial sur la réparation auquel a droit le Québec.

Repassant la suite des événements depuis une quinzaine d'années, du rattachement de la Constitution sans le Québec en 82 au rejet de Meech, M. Thorsell conclut que ce ne sont pas les colonnes de chiffres qui séduisent les Québécois. « Il nous faut faire plus que présenter un plaidoyer pour le Canada, il nous faut proposer réparation. »

Cette surprenante déclaration d'amour n'a cependant pas changé le ton des pages éditoriales du *Globe*, insensible à toute forme de nationalisme émanant du Québec. Dans une charge à fond de train contre le nationalisme ethnique de Lucien Bouchard, l'éditorialiste du *Globe* concluait cette semaine à la présence de deux visions inconciliables : le retranchement fortifié de la langue et de la race proposé par les nationalistes et l'amalgame cosmopolite de races et de langues mis de l'avant par les fédéralistes.

C'est la gaffe de Lucien Bouchard sur la « race blanche », dont les éditorialistes canadiens ont fait leurs choux gras, qui a donné lieu à cet éditorial, où l'on « démontre » que Bouchard n'a fait qu'exprimer le vrai fond du nationalisme québécois. Même démonstration en page éditoriale du *Toronto Star*.

Le calme plat

« Pour les mordsus d'affaires publiques, c'est le sujet de l'heure, mais pour la majorité des gens, c'est très secondaire — à non-event —, même si l'intérêt croît à mesure qu'approche l'échéance », estime Michael Adams, le président de la firme de sondage Environics, de Toronto.

« C'est comme si l'on perdait des deux côtés : si c'est OUI, ils s'en vont, et si c'est NON, le problème ne s'en va pas, comme le mal de dent de Parizeau. Une défaite du OUI avec 45 p. cent des voix, donc 60 p. cent des francophones, nous empêchera de dire : Enfin c'est fini ! Personne ne pense à une victoire pour le OUI. Ceux qui ont préparé des plans B seront très en demande le 31 octobre, si le NON est défait. »

Même son de cloche aux deux extrémités du Canada, à Halifax autant qu'à Surrey. Brian Crowley, directeur d'un institut de recherche pour l'Atlantique, ne décelez aucun signe de fièvre référendaire. « La température ne monte pas et c'est le calme plat. Les gens se sentent à l'écart, mal informés de l'en-

jeu référendaire. Pour Meech et Charlottetown, ça se passait entre Canadiens, mais cette fois-ci c'est une affaire strictement québécoise. Même quand les leaders du Canada anglais interviennent, leur message est dirigé vers les Québécois. »

À l'autre bout du pays, à Surrey, en banlieue de Vancouver, le maire Bob Bose parle d'un intérêt tranquille, d'une confiance en la victoire des forces du NON. « On sent néanmoins une certaine inquiétude et l'on attribue facilement les fluctuations du dollar, la léthargie du marché immobilier et la baisse de 25 p. cent du taux d'immigration aux dangers de démantèlement du Canada. »

C'est un peu plus animé au centre du pays, selon Alex Munter, conseiller à la communauté urbaine Ottawa-Carleton. « Le niveau de conscientisation est plus élevé ici que dans le reste du pays, surtout que les francophones forment près du quart de notre population et qu'on est voisin de la communauté urbaine de l'Outaouais québécois. »

« L'inquiétude et le pessimisme vont monter d'un cran si les sondages continuent à évoquer une lutte serrée, voire une victoire du OUI, que 99,9 p. cent des gens d'ici croient impossible et néfaste. »

Enfin, Euclide Chiasson, ancien président du Parti acadien et consultant à la Fédération des coopératives de l'Atlantique, a cru déceler une plus grande inquiétude chez les Acadiens.

« Avec dix p. cent d'avance pour le NON, tout le monde dormait tranquille, mais dès qu'on voit pointer la possibilité d'un match serré, la nervosité et la fièvre s'installent. »

« Par ailleurs, ajoute-t-il, il n'est pas facile de s'informer sur le Québec, car la presse anglophone donne un reflet nettement partisan de la réalité. Et l'on est mal à l'aise avec les sorties des leaders du Nouveau-Brunswick, le premier ministre McKenna ou la députée Ringue, sur la scène québécoise. »

« Il faut enfin souligner une certaine fièvre sur le campus de l'Université de Moncton où les nombreux Québécois s'agitent pour le OUI ou le NON. »

Il faut préciser que Philippe Bouchard, étudiant en sciences politiques et neveu de Lucien, tente de convaincre les 250 Québécois du campus d'embrasser la cause de son oncle.



Louise Beaudoin

Lucienne Robillard

De « beaux discours » de Robillard et Beaudoin

PAUL ROY

Ne demandez pas son âge à Berthe Choquette. « Si je suis ici, c'est que je ne suis pas jeune », vous répondra-t-elle.

« Ici », c'est la résidence Jacques de Chambly, à Chambly, au sud de Montréal. Un bel endroit, près de la rivière Richelieu, où une centaine de vieilles personnes — des femmes à plus de 80 p. cent — franchissent ensemble le dernier droit. L'âge moyen y est de 80 ans.

Mme Choquette va voter NON le 30 octobre. « Je suis née au Canada et je veux garder mon passeport », nous a-t-elle répondu cette semaine après le passage de la ministre fédérale Lucienne Robillard à la résidence.

— Est-ce Mme Robillard qui vous a convaincue ?

— Oh, non ! Je l'étais déjà.

Jeannette Fournier aussi : « J'étais pas mal convaincue, mais le discours de Mme Robillard, c'est un surplus. » Qu'a-t-elle dit, Mme Robillard ? Elle a dit : « Le vote du 30 octobre est le plus important de votre vie, même plus important que celui de 1980. Certainement, vous vous rappelez du référendum de 1980, de M. Lévesque qui avait demandé un mandat pour négocier avec le reste du Canada. Il y aurait eu un deuxième vote. Maintenant, en 1995, c'est pas ça, il va y avoir un seul vote. Et si par malheur on dit OUI, ça y est. C'est pour ça que le choix est très grave (...) C'est un vote définitif ! » Elle a aussi parlé de confusion : « Les gens pensent qu'au lendemain d'un OUI, le Québec va être une province du Canada. »

Lucille Tétrault, 86 ans, était d'accord avec la ministre : « On est heureux ici, on n'est pas en Bosnie ! » Jeanne Renaud, 90 ans, aussi : « Je suis une Canayenne pure laine et je n'aime pas le changement. »

Michel Couillard, le directeur de la résidence Jacques de Chambly, est un partisan du OUI. Quand nous lui avons demandé si toutes ses pensionnaires étaient pour le NON, il nous a répondu : « Attendez à demain, Mme Beaudoin va être ici. » « Demain », c'était avant-hier. Et « Mme Beaudoin », c'est Louise Beaudoin, députée péquiste de Chambly et ministre des Relations intergouvernementales. Elle devait parler juste après la messe du vendredi après-midi, à 14 h 30. Nous sommes allés l'attendre. Elle a dit que voter OUI, c'est « mettre fin aux chicanes ». « On va faire nos affaires, sept millions, vous savez, c'est la taille optimale pour un pays, c'est mieux que des grosses patentes qui s'embourbent... » Elle a parlé de la Suède, de la Finlande, de l'Autriche... « C'est vers ça qu'on s'en va, des pays de cette taille-là. » Et elle a parlé de Jean Lesage, de « monsieur Lévesque » de la Révolution tranquille, des chevauchements, du coup de force fédéral de 1982 et des 40 millions qu'elle vient de débiter pour protéger « notre patrimoine religieux ».

Après son discours, nous avons interrogé une dizaine de personnes dans l'assistance. Et contrairement à la veille, on était beaucoup plus discret. « Mon idée est faite, disait Jeannine Dulude, 70 ans, mais je garde ça pour moi. » — Laquelle des deux oratrices avez-vous préférée ? — Sincèrement, je les ai aimées les deux. Yvonne Fournier, 82 ans, disait ne pas avoir encore fait son choix : « J'y pense, mais j'ai entendu deux beaux discours ! »

Deux personnes seulement nous ont affirmé vouloir voter OUI : Gaétanne Castonguay, 58 ans, et Léo Lareau, 87 ans. « Nous ne sommes pas des enfants, nous a dit M. Lareau, nous n'avons pas besoin d'être sous la tutelle d'un peuple étranger ! » Après le discours, une collation fut servie.

L'affaire n'est pas dans le sac pour tous les ministres péquistes

MAURICE GIRARD
de la Presse Canadienne
QUÉBEC

Presque la moitié des ministres du cabinet Parizeau se retrouvent sur la sellette pendant cette campagne référendaire, car ils devront redoubler d'ardeur sur le terrain pour consolider les appuis récoltés par le OUI en 1980 ou encore combler le fossé de quelques points que les séparatistes d'une victoire lors du premier référendum sur la souveraineté-association.

Élus dans la plupart des cas par de fortes majorités le 12 septembre 1994, ces ministres péquistes ont la victoire à portée de la main dans la quinzaine de circonscriptions du OUI de 1980 et la vingtaine d'autres où la victoire leur a échappé par trois ou quatre points.

C'est ce qui ressort d'un examen attentif du comportement électoral des Québécois depuis 1980, au cours de deux référendums (souveraineté-association en 1980 et entente de Charlottetown en 1992) et des deux dernières élections générales (1989 et 1994).

À moins de deux semaines d'un autre vote sur le rôle du Québec à l'intérieur ou à l'extérieur de la fédération canadienne, six ministres semblent avoir la tâche relativement facile dans leur comté puisqu'il s'agit de consolider les acquis et de construire sur l'élan de 1980 dans une conjoncture qui semble favorable : le premier ministre Jacques Parizeau, dans L'Assomption (51 pour cent) ; la ministre de la Sécurité du revenu Jeanne Blackburn, dans Chicoutimi (59 pour cent) ; le ministre de l'Environnement Jacques Brassard, dans Lac-Saint-Jean (58 pour cent) ; le ministre de la Justice Paul Bégin, dans Louis-Hébert (52 pour cent) ; la ministre du Travail Louise Harel, dans Hochelaga-Maisonneuve (51 pour cent) ; et la présidente du Conseil du Trésor Pauline Marois, dans Taillon (51 pour cent).

Le fardeau de la preuve repose donc sur les épaules de collègues importants comme le leader du gouvernement à l'Assemblée nationale, Guy Chevrette, qui domine sans partage dans Joliette depuis presque 20 ans.

André Ouellet ne votera pas NON

MANON CORNELLIER
de la Presse Canadienne
OTTAWA

Le ministre des Affaires étrangères, André Ouellet, ne votera pas NON le 30 octobre prochain. En fait, il ne votera pas du tout.

Le ministre Ouellet ne peut pas s'inscrire sur la liste électorale, car son domicile est à Ottawa, pas dans sa circonscription montréalaise de Papineau-Saint-Michel.

« Je n'ai pas voté depuis de nombreuses années aux élections provinciales. Je vote aux élections fédérales mais pas aux élections provinciales. Par conséquent, je ne voterai pas au référendum parce que j'habite à Ottawa », a-t-il confirmé à la Presse Canadienne la semaine dernière. Il espère retourner au Québec une fois sa carrière politique terminée et souligne que ses enfants y vivent tous.

M. Ouellet est le seul membre québécois du cabinet fédéral qui ne pourra pas se prononcer le 30 octobre. Tous les autres ministres ont leur domicile au Québec et pourront donc voter. Même chose pour le chef conservateur Jean Chrétien.

Le premier ministre Jean Chrétien est, quant à lui,

L'homme-orchestre du gouvernement Parizeau obtient d'imposantes victoires en recueillant autour de 60 pour cent des suffrages, mais il n'avait réussi à obtenir que 43 pour cent des voix en 1980. Il n'est pas le seul à se retrouver dans la situation de devoir combler un fossé entre leur popularité personnelle et les appuis à la souveraineté en ralliant une majorité de femmes, qui forment le groupe le plus réticent au changement.

Son collègue de l'Éducation, Jean Garon, se retrouve dans une situation encore plus singulière. Aux dernières élections, le controversé ministre a obtenu le plus fort pourcentage d'appuis au PQ, 72 pour cent des électeurs de Lévis. Et il lui manquait moins de 400 voix pour faire gagner le OUI en 1980, qui avait obtenu 49,9 pour cent des suffrages. Dans Chambly, la responsable des relations avec les provinces, Louise Beaudoin, devra ajouter au moins trois pour cent pour gagner.

Dans Verchères, le vice-premier ministre Bernard Landry n'aura que deux points à combler, tout comme son collègue Jean Rochon dans Charlesbourg tandis que leur collègue des Transports, Jacques Léonard, dans Labelle, a la vie plus facile puisque la différence entre le OUI et le NON faisait à peine 350 voix.

D'autres péquistes qui ont des fonctions d'adjoint ministériel devront eux aussi faire un effort pour faire gagner le OUI. Le jeune contestataire André Boisclair, qui a enregistré une solide victoire aux élections du 12 septembre de l'an dernier (56 pour cent), devra gagner à sa cause un pour cent de ses commettants pour que le OUI gagne.

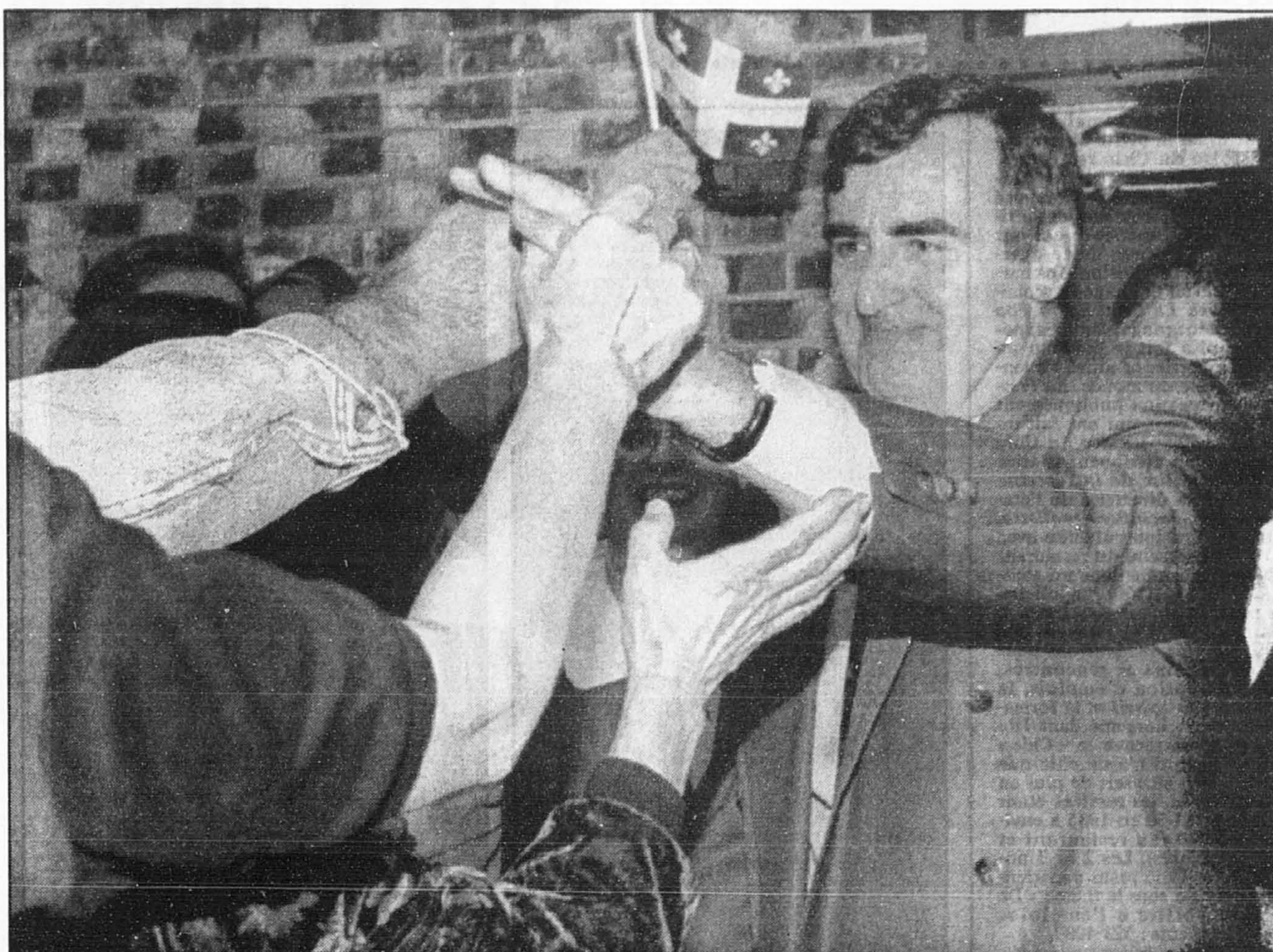
Deux délégués régionaux du gouvernement Parizeau, MM. Camille Laurin et Matthias Rioux, devront donner l'exemple comme Robert Perreault. Après avoir remporté l'investiture dans Mercier en dépit et contre les conseillers de Jacques Parizeau, M. Perreault a obtenu plus de 8000 voix de majorité même si le quart de ses électeurs n'est pas francophone.

inscrit sur la liste du comté de Lavolette, en Mauricie. M. Chrétien a longtemps eu sa résidence principale à Ottawa. Maintenant, quand il est dans la capitale, il demeure au 24 Sussex, résidence officielle du premier ministre. Mais son domicile est ailleurs. Il s'agit d'un chalet hivernisé situé au Lac-des-Piles, près de Shawinigan.

Selon la loi électorale, une personne peut s'inscrire sur la liste électorale du comté où se trouve son domicile.

Le Bureau du directeur général des élections fait une différence entre domicile et résidence principale. Un domicile, en vertu du Code civil, est le lieu où une personne inscrit sur tous les formulaires officiels pour obtenir la carte d'assurance-maladie ou encore sa pension de vieillesse. C'est l'adresse inscrite sur le rapport d'impôt, le permis de conduire ou le passeport, explique-t-on au Bureau du directeur, dans le comté de Lavolette.

M. Chrétien pourra donc voter le 30 octobre et il compte bien exercer son droit. Cependant, indique son secrétaire de presse, Patrick Parisot, il ne restera pas dans sa circonscription pour connaître le résultat. Il prévoit, pour le moment, retourner au 24 Sussex pour suivre la veillée référendaire.



Le chef du Bloc québécois, M. Lucien Bouchard, a été accueilli avec enthousiasme par ses partisans, hier à Baie-Comeau.

Bouchard invite Johnson à voter OUI

PHILIPPE CANTIN
SEPT-ÎLES

La dernière ronde de négociations constitutionnelles Ottawa-Québec a eu lieu hier, soutient Lucien Bouchard. Elle n'a duré qu'un après-midi et s'est soldée par un retentissant NON de Jean Chrétien. Ironique, le chef du Bloc québécois ajoute qu'elle pourrait même inciter Daniel Johnson à voter OUI.

À une semaine du référendum, flairant l'odeur de la victoire souverainiste, M. Bouchard a exploité à fond le refus de M. Chrétien de s'exprimer, d'ici le 30 octobre, sur les revendications traditionnelles du Québec. Plus tôt en journée, M. Johnson lui avait suggéré une ouverture en ce sens. De New York, où il participait à une réunion de l'ONU, le premier ministre du Canada a rétorqué que le débat actuel ne portait que sur la séparation du Québec.

Devant plus de 500 personnes réunies à Sept-Îles, M. Bouchard a interpellé M. Johnson : « Ne voyez-vous pas que M. Chrétien vous traite, vous, son allié, avec désinvolture ? Persistez-vous à lui remettre un chèque en blanc ? à lui confier l'intégrité de la culture québécoise ? à continuer d'en faire le maître du destin du Québec ? Maintenant que vous savez à qui vous avez affaire, maintenant que votre allié s'est dévoilé clairement, ne voyez-vous pas, M. Johnson, que nous nous retrouverons ensemble, vous et vos alliés du Parti libéral du Québec, autour de cette table de négociations où nous rencontrerons le Canada anglais ? »

Même s'il soutient que la lutte n'est pas terminée, M. Bouchard prépare nettement les lendemains d'un OUI. Il affirme que seul le camp souverainiste offre les changements auxquels le chef du NON rêve lui-même. « Dans son for intérieur, M. Johnson sait qu'il devra se joindre dans quelques jours à la solidarité québécoise, qu'il arrachera son étiquette du NON comme nous arracherons nous-mêmes celle du OUI. Il n'y aura plus de clivage entre souverainistes et fédéralistes. »



La foule a longuement applaudi quand Lucien Bouchard a répété qu'il agirait comme négociateur en chef avec le reste du Canada en cas de victoire du OUI.

Cette ouverture à M. Johnson en a suivi une autre, réalisée en milieu de journée à Baie-Comeau, à l'endroit de Liza Frulla. De la députée libérale et vice-présidente du camp du NON, M. Bouchard a dit qu'elle s'inscrivait « dans la grande lignée » du Parti libéral du Québec, qui souhaite la reconnaissance constitutionnelle du caractère distinct du Québec. Mais Mme Frulla s'est également butée aux fins de non-recevoir de Jean Chrétien, a-t-il dit.

M. Bouchard a aussi tendu une main aux gens s'appuyant à voter NON. « Beaucoup d'entre eux le feront avec tristesse. Je pense que plusieurs finiront par appuyer le OUI, en songeant aux conséquences d'un NON, au chèque en blanc accordé à Jean Chrétien. »

Pour les convaincre, il entend

rappeler quelques grands épisodes historiques au cours des prochains jours. Notamment, la victoire fédéraliste au référendum de 1980. « Depuis ce NON, le Québec n'est plus le même. Le Québec que nous avons connu dans les années 1960, le Québec debout, le Québec en marche, le Québec fier de lui et éveillé aux choses du monde, le Québec qui dominait sa peur et entraînait enfin dans le grand jour de son destin, s'est brisé sur le mur de son NON en 1980. »

Affirmant qu'une majorité des votes, aussi faible soit-elle, serait suffisante pour enclencher le processus menant à la souveraineté, M. Bouchard a dit espérer un mandat fort. Dans ses deux discours de la journée, il a répété trois fois qu'il agirait comme négociateur en chef avec le reste du Canada en cas de victoire du

OUI. Ces rappels lui ont valu de longs applaudissements. Le chef du Bloc québécois, leader virtuel du camp du OUI depuis deux semaines, s'est aussi dit prêt à « assumer la responsabilité de l'échec » si le NON l'emportait.

M. Bouchard a décoché quelques jabs aux ministres fédéraux Sheila Copps et Paul Martin. Évoquant les propos de Mme Copps voulant que le Québec représentait le cœur du Canada, il a dit : « Ça n'a pas paru beaucoup lors du rapatriement de la Constitution en 1982. Tout le monde au Canada s'est ligé contre le cœur. »

Pendant que M. Bouchard effectuait cette courte tournée sur la Côte-Nord, les leaders du camp du NON réfléchissaient sur la stratégie à employer en fin de campagne, lors d'une réunion à Montréal. Le chef du Bloc québécois ne croit pas que ses adversaires puissent sortir un lapin du chapeau avant le 30 octobre. Les Québécois, dit-il, profiteront de cette dernière semaine avant le vote pour pousser à fond leur réflexion. Et plusieurs en viendront à la conclusion que les identités profondément différentes du Canada anglais et du Québec, aussi respectables l'une que l'autre, ne peuvent être fondues dans le même moule.

Quant au Canada anglais, M. Bouchard affirme qu'il a déjà commencé à se préparer à une victoire souverainiste, même si cela vient très tard. « Leur problème, c'est qu'ils n'ont pas vu venir ce courant, qu'ils ont toujours pensé que le NON allait gagner. »

M. Bouchard a réitéré sa certitude que le Canada anglais négocierait avec le Québec après un OUI, et s'est réjoui d'une déclaration de Paul Martin, le ministre des Finances du Canada, selon qui un éventuel Québec souverain pourrait utiliser le dollar canadien. « Il est un homme sophistiqué, qui connaît l'impact de chaque mot qu'il prononce », a-t-il dit. Ajoutons cependant que M. Martin croit qu'à très court terme, le Québec n'aurait d'autre choix que de battre sa propre monnaie. M. Bouchard réfute cette thèse.

Les Français : très sympathiques au OUI... et tout aussi sceptiques

LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
collaboration spéciale
PARIS

Sur le référendum, la position des Français pourrait se résumer en deux mots : grande sympathie... et scepticisme généralisé. Une position que l'on jugera selon le cas très simple ou très embrouillée. Et qui se traduit généralement de la manière suivante : on sympathise à fond avec les souverainistes et leur lutte pour la survie et l'épanouissement du fait français en Amérique, mais à peu près personne ne croit à une victoire du OUI, ni même souvent ne juge souhaitable une séparation pure et dure du Québec.

À Paris, les représentants du Québec et d'Ottawa seraient même plutôt d'accord sur ce constat, même s'ils le formuleraient différemment. Pour les premiers, « les Français, échaudés par 1980, nous disent : gagnez d'abord le référendum, nous vous soutiendrons ensuite ». Ce qui n'est pas faux : il paraît

évident aux observateurs que la France — gouvernement et médias — soutiendrait le Québec face à Ottawa ou Washington après une victoire du OUI. Pour les seconds, « les Français ont une sympathie naturelle pour le Québec, mais considèrent que la cause souverainiste pure et dure est un caprice d'enfants gâtés ». Ce qui n'est pas faux non plus : les mêmes amis du Québec pensent volontiers, soit que l'arrangement fédéraliste actuel est à peu près acceptable, soit que des réaménagements sont souhaitables, mais sans rupture brutale.

Il y a sans doute quelques rares exceptions illustres : on peut penser que le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, est un partisan déclaré de la souveraineté (sinon de la séparation pure et simple), de même que le socialiste Michel Rocard qui, de retour du Québec, allait jusqu'à considérer comme possible une victoire du OUI.

Les autres grands sympathisants de longue date du Québec sont aujourd'hui beaucoup plus réservés : les Raymond Barre, Laurent Fabius, ou même Jacques Chirac se rallieraient volontiers à la position prudente du président du groupe d'amitiés France-Québec à l'Assemblée, Pierre-André Wiltzer : « Ce que nous souhaitons au fond, c'est que

le Québec ait face au Canada anglais une situation qui le satisfasse. » Mais on pense plutôt à des réaménagements techniques ou constitutionnels qu'à la séparation. Même celui qui fut longtemps le « souverainiste-en-chef » de la politique française, Alain Peyrefitte, se cantonne aujourd'hui sur une ligne également prudente et commence par affirmer que l'échec du lac Meech fut très regrettable, mais aussi que les progrès réalisés après 1976 sur la langue et l'immigration ont profondément modifié la situation qui prévalait en 1967 au Québec. Quant à Henri Emmanuelli, qui était jusqu'à récemment patron en titre (sinon de fait) du Parti socialiste, il déclarait à Lise Bissonnette sur une radio FM que s'il était québécois il voterait OUI au référendum : une déclaration certainement sincère, mais faite sur les ondes d'une radio si confidentielle qu'elle avait autant de retentissement qu'un discours qu'on tient dans sa salle de bains le matin. Et jamais Henri Emmanuelli n'a dans les récentes semaines suggéré au PS de prendre publiquement position sur le référendum du 30 octobre. Beaucoup de sympathie, mais pas de véritable engagement (alors qu'en 1980, le socialiste Jean-Pierre Chevènement avait carrément signé un appel de

personnalités françaises en faveur du OUI.

Les responsables français lisent les résultats des sondages : pour l'immense majorité d'entre eux, la cause paraît entendue, et la victoire du NON à peu près inéluctable. Comment donc ne pas être sceptique si les Québécois sont les premiers à hésiter, et même à refuser de donner une majorité claire au projet souverainiste ? Parmi la vingtaine de journalistes envoyés au Québec pour couvrir le référendum, aucun ne parie sur le OUI.

Autre élément qui change le décor : en 1980, le monde, toujours divisé par les suites de la guerre froide, restait fort stable. Quinze ans plus tard, il est clair que l'Europe se dirige vers une sorte de fédéralisme ; la majorité des faiseurs d'opinion en France y sont favorables et ont soutenu à fond le traité de Maastricht qui en est le symbole. Par ailleurs, la chute du communisme a libéré à l'Est et dans les Balkans de furieuses pulsions nationalistes qui ont donné la guerre en Yougoslavie et dans diverses anciennes républiques de l'URSS, et font craindre de nouveaux conflits inextricables. Même si bien évidemment, personne ne songe un instant à comparer le Québec avec la Bosnie ou

l'Ukraine, le nationalisme sous quelque forme que ce soit a plutôt mauvaise presse en 1995. Au fond, même les plus grands amis du Québec, tout en comprenant les aspirations des souverainistes, auraient tendance à leur dire : essayez donc de vous négocier un arrangement à l'intérieur du Canada.

Editorialiste vedette du *Nouvel Observateur*, Jacques Julliard avait écrit il y a trois ans un article flamboyant où il invitait politiques et intellectuels français à soutenir la juste cause souverainiste au Québec. Il reconnaît aujourd'hui être « beaucoup plus nuancé » sur la question.

« L'enjeu, explique-t-il, apparaît aujourd'hui beaucoup plus clairement, y compris les inconvénients d'une séparation. À la lumière de ce qu'on a vu ailleurs dans les dernières années, on finit par penser que l'indépendance des petites nations n'est pas souhaitable. J'étais pour ? oui, mais d'abord parce que j'ai toujours été indépendantiste québécois, qui étaient les éléments les plus dynamiques de la société. Aujourd'hui, je constate que les vrais tenants de cette indépendance sont finalement trop peu nombreux — au mieux une très courte majorité — pour qu'il soit raisonnable de tout bouleverser. »


**DENIS
LAVOIE**

Têtes d'affiche

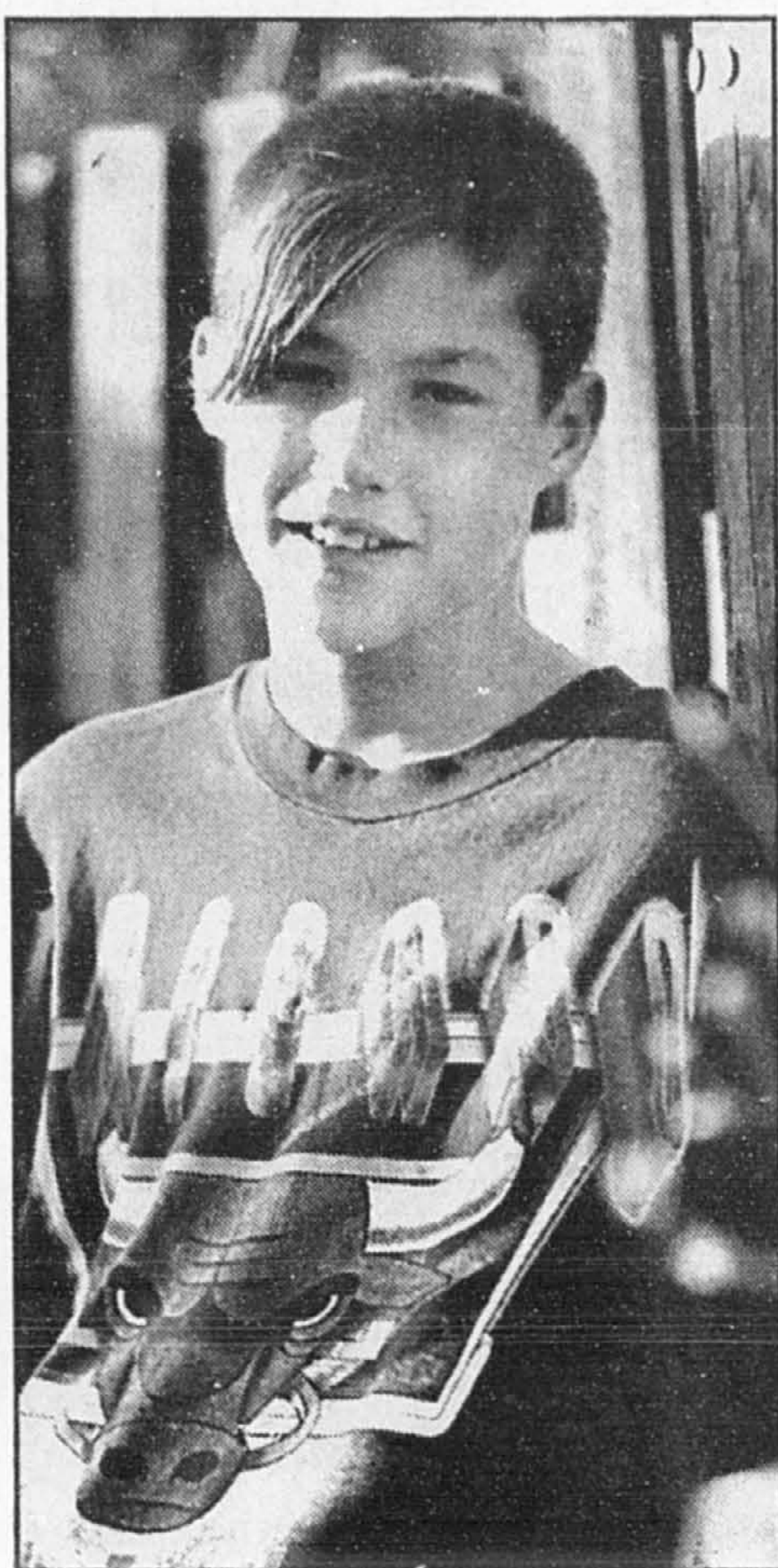
Adressez vos communiqués à:
Têtes d'affiche
La Presse
7, rue Saint-Jacques
Montréal H2Y 1K9

Lancement, la semaine dernière, de la petite et heureuse histoire du Chic resto pop, implanté dans la quartier Hochelaga-Maisonneuve. Composé de vibrants témoignages des artisans de cette expérience qui ont cerné les problèmes de ce quartier démuné: exclusion du marché du travail et abandon scolaire, le livre *Le Chic Resto Pop* porte témoignage d'une expérience qui a fait le bonheur de tout un quartier et attiré l'attention du reste du monde. *La Presse* a déjà reconnu publiquement l'action de ceux qui ont fait un succès de l'expérience du Chic resto pop, en attribuant le titre de *Personnalité de la semaine* (janvier) à la directrice de l'établissement, *Jacinthe Ouellette*. Cette publication coïncide avec le 10^e anniversaire du restaurant populaire, installé dans un sous-sol d'église, au 1550, rue Joliette. En plus de servir des repas à prix modique (2 \$), le Resto pop est un lieu de rendez-vous pour des discussions et rencontres, pour la création d'emplois, la formation au travail et la formation scolaire. Enraciné dans Hochelaga-Maisonneuve le «Chic» restaurant (qui n'a de chic que le nom, bien sûr) sert de plus en plus de repas, les services étant passés de 13 050 en 1985 à environ 230 000 (au restaurant et dans les écoles). Les 2 et 3 novembre, le Chic resto pop tiendra un forum sous le thème «De l'employabilité à l'emploi». Renseignements: 521-4089.

Heureuse initiative des parents, élèves et enseignants de l'école Selwyn House qui organisent régulièrement des activités pour participer au financement de quelques bonnes oeuvres. Ainsi, une cinquantaine de parents ont confectionné 500 lasagnes, 400 quiches et 125 pots d'amandes pralinées dans le but de recueillir des fonds pour le département des soins palliatifs de l'Hôpital pour enfants de Montréal, l'école Summit et le fonds d'excursions de l'école Selwyn House. Prochaine activité bénéfique au programme: vente de débarras, le samedi 28 octobre, au 95, chemin de la Côte Saint-Antoine, à Westmount, de 9 h à 14 h. Une vingtaine d'artisans offriront également leurs créations.

Le championnat scolaire régional de cross-country de l'Association régionale du sport étudiant de Montréal a vu une jeune de la Commission des écoles catholiques de Montréal, **Ricardo Cordeiro** remporter une médaille d'or. Le président de la CECM, **Michel Pallascio**, a donc posé fièrement à ses côtés, en compagnie du médaillé de bronze **James Beaubrun**, des deux coprésidents d'honneur, le commentateur sportif **Claude Quenneville** et **Pierre Robin**, directeur du marketing de Provi-Soir, ainsi que de membres du comité exécutif de la CECM. Ces championnats ont nécessité les services de 150 bénévoles, car on y attendait 8000 jeunes. Il s'agit d'une activité physique d'initiation à l'athlétisme qui développe également le sentiment d'appartenance à son école.

Premier dîner-bénéfice du Comité des greffés du foie de l'hôpital



PHOTOS ROBERT MAILLOUX, La Presse

Les enfants du centenaire de La Presse ont 11 ans

Maude Rocheleau et Simon Sylvain, les deux «bébés» du centenaire de La Presse, ont souligné leur 11^e anniversaire de naissance, hier. La Presse est par la même occasion entrée dans sa 111^e année d'existence, un événement qui sera marqué par le Gala d'excellence du plus grand quotidien français d'Amérique, diffusé ce soir sur les ondes de Radio-Canada.

pital Royal Victoria, sous la présidence d'honneur des docteurs **Julius Metrakos**, **Kay Metrakos** et **Jean Tchervenkov**, de l'équipe de transplantation de l'hôpital Royal Victoria. L'argent recueilli lors de ce dîner devant avoir lieu le dimanche 5 novembre au restaurant Milos de l'avenue du Parc servira à la recherche en transplantation du foie, à l'achat d'équipement et à un programme de soins pour les patients greffés, ainsi que le précise **Christos Manioudakis**, président du Comité des greffés du foie. Coût: 150 \$. Renseignements: 696-7647.

Érik Péladeau, président du conseil et chef de la direction de Quebecor Multimédia, a accepté la présidence d'honneur de «Fantaisies de Noël» activité mode au profit de la Société canadienne du cancer. Au programme de cette soirée type magasinage du temps des Fêtes: dégustations, démonstrations de décoration, mode et soins de beauté. Le tout aura lieu le mercredi 22 novembre, à compter de 19 h, au magasin Les ailes de la mode, au mail Champlain à Brossard. Coût: 50 \$. Renseignements: 255-5151.

L'air sévère, Michel Barrette a passé les menottes aux poignets des représentants des deux principaux commanditaires du dîner spaghetti de la Gendarmerie royale du Canada: **Rossy Antonecchia** de Primo et **Marie-Josée Bouchard**, de l'hôtel Radisson, prise la main dans le sac... de spaghetti. Les profits de ce traditionnel dîner spaghetti de la GRC seront remis au Téléthon de la recherche sur les maladies infantiles. Le

comédien et fantaisiste **Michel Barrette**, a accepté de jouer le président d'honneur de cette activité bénéfique, qui est prévue pour le 21 novembre, de 11 h 30 à 13 h 30, à l'hôtel Radisson, 777, rue Université. Coût: 6 \$.

L'unité de recherche en rhumatologie-arthrose de l'hôpital Notre-Dame vient de s'enrichir de 20 000 \$, don de la compagnie Ciba. Étaient de la remise du chèque: **David Levine**, directeur général de l'hôpital; le docteur **Jean-Pierre Pelletier**, chef du service de rhumatologie de l'hôpital Notre-Dame et directeur de l'unité des maladies rhumatismales de l'Université de Montréal; **Patricia Guilmette**, déléguée de Ciba produits pharmaceutiques auprès des spécialistes; le docteur **Eugenio Rasio**, directeur du Centre de recherche Louis-Charles Simard de l'hôpital Notre-Dame; **Johanne Martel-Pelletier**, directrice de l'unité de recherche rhumatologie-arthrose; et **Jean-Pierre Viau**, directeur régional des ventes pour les produits pharmaceutiques de Ciba.

Dernière chance de donner votre sac de couchage pour servir de refuge à un sans-abri. Suffit de le déposer dans un magasin Canadian Tire, des nettoyeurs se chargeront de le nettoyer et les policiers de la Communauté urbaine de Montréal se chargeront de le donner directement à un sans-abri ou à des organismes qui s'en chargeront.

Salon de la détente, prenant fin aujourd'hui 17 h, au manège militaire de Saint-Jérôme (825, rue Fournier, sortie 43 de l'autoroute 15 nord). Concert de chants harmoniques, expositions dans différents domaines, conférences. Les profits seront versés à Soleil d'or, organisme de promotion des arts, des communications et des nouvelles technologies. Coût: 5 \$, gratuit pour les 12 ans et moins. Renseignements: 432-6590.

Mircea Andriesanu, psychologue et sexologue montréalais vient de recevoir le Diplôme international d'honneur de l'American Biographical Institute pour ses contributions dans le domaine de la santé et ses recherches en psychologie et sexologie.

Soirée en l'honneur de **Michel Perron**, lors du 5^e dîner-gala du Prix du Fondateur au profit de la Fondation canadienne du rein, le jeudi 26 octobre, à l'hôtel Château Champlain. Greffé depuis plus de deux ans (rein de son fils **Henri**), **Michel Perron** (président du conseil et chef de la direction de Somiper et d'Uniforêt) a célébré son premier anniversaire de greffe en atteignant le pôle Nord en ski l'an dernier. Le dîner sera présidé par **André Bérard**, président du conseil et chef de la direction de la Banque Nationale du Canada et par **Harry Feldman**, de la firme de comptables Schwartz Levitsky Feldman. Il y aura un encan silencieux. Coût: 150 \$. Renseignements: 938-4515.

À MERCREDI



25 000 \$ d'Imasco à l'hôpital Pierre-Boucher

Imasco (Imperial Tobacco, Pharmaprix, etc.) versera 25 000 \$ sur cinq ans à la campagne de souscription de la Fondation du centre hospitalier Pierre-Boucher. Dans l'ordre habituel: Jean-Guy Parent, gouverneur de la Fondation; Jacques Laroche, adjoint du directeur général de l'hôpital; Henri Drouin et Raymond Ouellette, de la Fondation; Jacques A. Nadeau, de Pharmaprix; et Hélène Drouin, de la Fondation.



SEBJ: 24 000 \$ pour les enfants de Montréal

Les travailleurs de La Grande-1 ont grandement contribué (7 000 \$) au succès de la soirée casino de la Société d'énergie de la Baie James (SEBJ). Philippe Ouellette (à gauche), directeur, administration, à la Baie James et Gilles Blais, chef de chantier à La Grande-1, ont donc remis un chèque de 24 000 \$ à Maryse Lavallée, présidente de la Maison des enfants de l'île de Montréal.



65 ans de mariage

C'est avec le sourire que le couple Paul Dubé et Martine Léonard s'est présenté aux célébrations de leur 65^e anniversaire de mariage. Un jour heureux que de moins en moins de couples vivront.

En bref

UN NOUVEAU TEST DE FRANÇAIS AU COLLÉGIAL ?

■ Le ministère de l'Éducation du Québec propose à tous les cégeps de la province une épreuve de français récapitulative à la fin de chaque diplôme d'études collégiales en voie de réussite. Remplaçant d'ici 1998 le test de français préalable à des études dans une université francophone, l'examen réussi serait, à cette date, également nécessaire à l'obtention du D.E.C. Contrairement à l'actuel test de français de l'université, où l'on doit produire un texte d'opinion de 500 mots, l'épreuve récapitulative des trois cours de français du collégial serait une dissertation critique de 900 mots. Cinquante p. cent des points seraient consacrés au contenu du texte, 20 p. cent à son organisation et 30 p. cent à la qualité de la langue utilisée. Une première cohorte d'étudiants subirait l'épreuve dès janvier 1996. Mais, comme le souligne Oliva Bouchard, président de la Fédération des enseignants du Québec : « Rien n'est encore confirmé puisque nous sommes encore en période de négociation. » Les enseignants sont massivement opposés à ce nouvel examen.

Josée LALONDE

PARLEMENT JEUNESSE DU QUÉBEC

■ Le Parlement Jeunesse du Québec lance sa campagne de recrutement pour sa 46^e législature annuelle. Si vous avez entre 18 et 25 ans, fréquentez un cégep ou une université et êtes intéressés à vivre une simulation parlementaire afin de mieux connaître les mécanismes de notre système parlementaire, vous êtes la personne recherchée. L'événement se tiendra du 26 au 30 décembre 1995 au Salon Bleu de l'Assemblée nationale du Québec et les frais de participation sont de 300 \$. Pour s'inscrire, vous n'avez qu'à contacter votre association étudiante.

Alexandre PRATT

CANADA TRUST ENCOURAGE L'ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE

■ Vous avez déjà parcouru la planète avec des palmes aux pieds dans le but d'amasser des fonds pour la sauvegarde d'un cétacé en voie de disparition ? Qu'à cela ne tienne ! Tout étudiant ayant accompli un projet d'aide communautaire est admissible au programme de Bourse Canada Trust pour l'excellence en aide communautaire. Les étudiants de dernière année du cours secondaire ou de tout autre niveau au collégial doivent avoir posé un geste pour pallier à une lacune de leur collectivité, auprès d'une tranche de la population ou de leur milieu scolaire. L'enjeu ? Vingt bourses comprenant les frais de scolarité d'études universitaires durant quatre ans, 3500 \$ de dépenses personnelles durant la même période ainsi qu'un emploi d'été à Canada Trust tout au long de ces quatre étés. Le rendement académique et la situation personnelle du candidat sont également considérés. Il est possible d'obtenir plus d'information ou un formulaire d'admission en téléphonant au 1 800 308-8306 ou encore en passant au bureau de placement de votre établissement scolaire. La date limite de dépôt des candidatures est le 31 octobre.

Josée LALONDE

QUELQUES JOURS POUR S'INSCRIRE À L'INIS

■ Certains d'entre vous avez sûrement rêvé d'un métier dans la cinématographie ou à la télévision. Même si vous n'avez jamais suivi de cours dans ce domaine, vous pouvez quand même être admissible au nouvel Institut national de l'image et du son (INIS) qui ouvrira ses portes à Montréal en janvier 1996. L'essentiel est que vous ayez une bonne culture générale, du talent, un baccalauréat ou encore mieux, de l'expérience dans le domaine désiré, en production, en réalisation ou en scénarisation. Il est préférable que les étudiants aient entre 21 et 25 ans. Il leur en coûtera environ 15 000 \$ pour deux ans et demi de formation professionnelle. Seulement sept étudiants suivront des cours en scénarisation et sept autres seront inscrits en réalisation parce que les places disponibles sur le marché du travail sont restreintes. L'INIS ne veut pas donner de faux espoirs à ses étudiants. La période d'inscription se termine le 31 octobre. Pour plus d'information, composez le 525-4647.

Priscilla SANCY

LA JEUNE PRESSE est une initiative du service de l'information de LA PRESSE. Cette page paraît chaque dimanche, durant l'année scolaire. Son objectif est d'initier les adolescents à l'écriture journalistique en leur permettant de s'exprimer sur les divers sujets qui les intéressent. Le choix des thèmes et des chroniques est du ressort d'un comité de rédaction sous la direction d'Alain de Repentigny, adjoint au directeur de l'information. Les élèves du cours secondaire et du cégep qui font de la photo sont également invités à participer à LA JEUNE PRESSE en communiquant avec M. de Repentigny. Téléphone: 285-7070 (télécopieur: 285-6808). Adresse: LA JEUNE PRESSE, 7 rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1K9.

ÉCOLES

Les étudiants regorgent d'idées nouvelles dans leurs mémoires aux états généraux de l'éducation

■ Les états généraux de l'éducation nous promettent d'importantes réformes dans le système éducatif du Québec. La FECQ (Fédération étudiante collégiale du Québec), les associations étudiantes, le patronat, les groupes multiculturels ainsi que tout autre individu ou organisme intéressé pouvaient remettre un mémoire et participer à une audience publique à ce sujet. À Montréal, ces audiences avaient lieu les 10, 11 et 12 octobre derniers.

En préliminaire à ces audiences, la FECQ a réuni, le printemps dernier, les représentants de la plupart des associations étudiantes du Québec. Ils devaient faire le point sur la situation au collégial. Ce comité s'est rencontré à plusieurs reprises et a permis à chaque association de proposer et de défendre différents points de vue. Puis,

ils ont rédigé un mémoire qui tenait compte des idées de la majorité des gens présents.

Après la rédaction du mémoire de la FECQ, plusieurs associations étudiantes ont pris l'initiative de rédiger leur propre mémoire. Annie Cormier, présidente de l'Association générale des étudiants du cégep de Bois-de-Boulogne, précise : « La rédaction du mémoire de Bois-de-Boulogne nous a permis d'élaborer des points qui n'étaient pas traités comme nous l'entendions dans celui de la FECQ.

Il nous est aussi arrivé de répéter des arguments de la FECQ quand nous les supportons, afin de leur donner plus de poids. Ce mémoire se veut une vision globale de l'enseignement au Québec, un idéal vers lequel la société doit tendre. Je crois qu'il représente bien la

position du cégep de Bois-de-Boulogne. »

Les 10 et 11 octobre derniers, les étudiants montréalais ont pu faire connaître leur point de vue lors des audiences publiques. De leur côté, les fédérations étudiantes ont été entendues le 12 octobre. À partir du printemps prochain, les commissaires tenteront de mettre sur pied des plans d'action concrets dans le but de régler les principaux problèmes qui ressortiront des mémoires et des audiences.

Les recommandations

Dans leur mémoire, les étudiants du Collège de Bois-de-Boulogne ont présenté de nombreuses recommandations en ce qui concerne l'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et collégial ainsi que sur le financement de

l'enseignement supérieur. « Lors de la rédaction des recommandations, on a mis l'accent sur les cours de français, la continuité entre les ordres d'enseignement et les cours, ainsi que sur le concept de formation fondamentale, explique Annie Cormier. Selon ce concept, le but premier de l'école n'est pas le 'bourrage de crâne' ; il s'agit plutôt de faire en sorte que l'étudiant devienne un bon citoyen. Par exemple, l'établissement scolaire doit lui permettre de s'impliquer activement dans son milieu. »

Les mémoires des étudiants regorgent d'idées nouvelles et dynamiques. Reste à espérer qu'elles seront vraiment prises en considération.

Catherine VEILLEUX
Cégep de Bois-de-Boulogne



PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

Slightly Mad a été sélectionné avec 23 autres groupes pour la cinquième édition du concours Pollywog qui les fera se produire au petit Campus le 29 octobre.

CULTURE

Slightly Mad : quatre rockeuses heavy à l'assaut du Québec

■ C'est bien connu, les groupes musicaux s'amènent et repartent comme, souvent, leurs membres vont et viennent. Or, ce n'est pas tous les jours qu'une quinzaine d'étudiantes du Collège Durocher (unisex) font un spectacle de fin d'année qui donnera éventuellement naissance à un band qui sonne entre le heavy, le punk et l'alternatif.

C'est pourtant ce qui est arrivé à Dominique Arsenault (cégep de Maisonneuve), Marie-Lise Chicoine (cégep Édouard-Montpetit), Stéphanie Ranger (collège André-Grasset) et Catherine Ranger (collège Durocher) quand elles ont formé officiellement Slightly Mad en septembre 1994 : « Durant toute l'année précédente, on s'était amusé à jouer du Metallica, du Nirvana et du Sex Pistols.

Puis, on a commencé à composer en réalisant qu'on se découvrait un style à force de parodier leurs chansons », de raconter Dominique Arsenault, chanteuse et guitariste du groupe.

En mettant le groupe sur pied, elles décidaient de plonger en enregistrant immédiatement. Comment en sont-elles venues à produire leur premier démo ? « A cause de mon cours de cinéma », de répondre Stéphanie Ranger (bassistesse et choriste). Puis, on en a profité pour participer à Démo-Clip (le concours de vidéoclips de MusiquePlus). » Depuis ce jour, elles ont écrit huit chansons, joué notamment au bar Le Woodstock et au Purple Haze, produit un second

démo qu'elles ont distribué dans les compagnies de disques new-yorkaises et l'on en passe. Récemment, le 30 septembre, elles ont joué en première partie du spectacle d'Anonymous et d'Overbass au Fouf (les défuntés Foufounes Électriques).

« C'est trippant de jouer dans les bars parce que tout le monde se connaît et il y a là une bonne solidarité entre les groupes », de poursuivre Stéphanie Ranger. Mais s'il y a une chose qu'elles détestent et voudraient changer, c'est la malhonnêteté assez courante dans le milieu : « On s'est souvent fait voler de l'argent dans la loge pendant qu'on donnait notre spectacle. Et puis les gens abusent facilement parce que t'es un petit groupe », mentionne Dominique Arsenault qui fournit souvent au groupe les idées globales des chansons.

Mais le fait qu'elles soient quatre filles à former un groupe heavy aide-t-il ou nuit-il à leur promotion ? « Ça dépend. Parfois, on sent une certaine discrimination quand on va dans un magasin de musique spécialisé et qu'on met du temps à nous servir parce que les vendeurs ne nous prennent pas au sérieux ou croient qu'on accompagne notre chum. Mais souvent, ça pique la curiosité des gens... »

Incidentement, elles profitent de tout ce qui passe pour tenter leur chance : elles prévoient la sortie

d'un mini-album pour janvier 1996, projet qui sera facilité si elles obtiennent une subvention gouvernementale spécialement attribuée aux groupes « underground ». De plus, elles ont été sélectionnées avec 23 autres groupes pour la cinquième édition du concours Pollywog qui les fera se produire au petit Campus le 29 octobre. Si elles sont finalistes, elles iront jouer au MIDEM en France au début de 1996.

On pourra aussi entendre leurs compositions sur le thème de la folie sous toutes ses formes lors de la soirée de l'Halloween, le 31 octobre, au sous-sol du Beat — avec un rappel cocasse en vue puisqu'elles font toujours des parodies. Ce sera leur première soirée à cachet fixe, mais sûrement pas leur dernière, croient-elles. « Ce que nous voudrions par-dessus tout, c'est être reconnues partout au Québec — elles seront d'ailleurs à Trois-Rivières le 10 novembre pour un autre concours. Il y a un gros marché ici pour le heavy, même si on l'ignore parce que c'est peu publicisé. On serait même prêtes à participer à la Guerre des clans pour se financer », lancent-elles à la blague.

Reste à voir ce que l'avenir leur réserve. Dans la note biographique qui accompagne leur second démo, les membres de Slightly Mad affirment : « Comme nous sommes un groupe récent, il y a peu à dire mais beaucoup à espérer de nous ».

Josée LALONDE

EN LIBERTÉ

Le droit de vote, non ; le droit de savoir, si !

■ La majorité des Québécois sont atteints de fièvre référendaire. D'un bout à l'autre de la province, on milite pour le OUI ou pour le NON. On diffuse des émissions spéciales sur le référendum, on organise des rencontres avec les chefs politiques et, bien sûr, la campagne publicitaire va bon train. Bref, tout le monde a son opinion.

Mais qu'en est-il des élèves du secondaire ? Même s'ils ne peuvent pas voter, ont-ils eux aussi leur opinion ? Bien sûr, la plupart des jeunes ont des convictions politiques, mais elles ne sont pas toutes les mêmes. Les avis sont plutôt partagés et l'importance ac-

cordée au référendum varie d'une école à l'autre.

Dans la plupart des écoles, les élèves en discutent entre eux, certains professeurs allouent parfois du temps de classe pour en débattre, mais l'impact du référendum se limite à ça.

Les jeunes sont majoritairement pour le OUI et ceux qui sont pour le NON, dans la plupart des cas, évitent le sujet. Ont-ils peur de s'afficher ou sont-ils simplement fatigués d'être contredits à la seule mention de leur opinion ? Qui sait ? De leur côté, les jeunes pour le OUI s'affichent avec fierté et, comme ils sont majoritaires, ils

n'ont pas trop à justifier leurs opinions.

Parle-t-on trop du référendum dans les écoles secondaires ? Trop ! diront ceux qui considèrent la politique comme un sujet morne et sans intérêt. Ceux qui ont bien hâte qu'on en finisse avec les émissions spéciales et que les chaînes de télévision reprennent leur horaire habituel. Juste assez ! répondront ceux qui sont bien heureux que l'on n'en parle pas plus et qui se satisfont d'informations vagues, imprécises et générales. Enfin, ceux qui sont mordus de politique ou qui veulent tout simplement être mieux informés sur ce sujet vous diront que l'on n'en

parle pas assez. Peut-être iront-ils même jusqu'à dire que nous ne serons jamais assez informés.

Certains jeunes aimeraient peut-être rencontrer leurs députés pour mieux comprendre ce qui se passe. Même si nous, les jeunes, ne pouvons pas voter, nous avons le droit de savoir ce que chaque parti politique veut faire de notre province, notre pays et par-dessus tout, notre avenir. Nous n'avons ni le pouvoir, ni le droit de décider, mais il faut quand même être au courant de ce que chacune des réponses pourra nous apporter et où elle nous mènera.

Isabelle MARTIN
École secondaire Antoine-Brossard



L'EXPRESS INTERNATIONAL

MARCHE DES NOIRS

Participation sous-évaluée

■ Un responsable fédéral américain a admis hier au *New York Times* que les autorités avaient sous-évalué le nombre de participants à la marche « d'un million d'hommes noirs » organisée lundi dernier à Washington, et estimé que quelque 600 000 personnes pourraient y avoir pris part. Selon l'organisateur de la marche, le leader de l'organisation noire La Nation de l'Islam Louis Farrakhan, « pas moins de 1,2 million de personnes » avaient pris part à cette marche, et s'est déclaré choqué par le chiffre de 400 000 cité par les autorités. Il a menacé de poursuivre à ce sujet le service des parcs nationaux, chargé du décompte, qu'il a accusé de racisme. Une autre estimation, faite par l'université de Boston pour le compte de la chaîne ABC, a évalué à 870 000 personnes le nombre des participants.

d'après AFP

GRANDE-BRETAGNE

Le Labour largement en tête

■ Le parti travailliste caracole toujours en tête des intentions de vote en cas d'élections générales en Grande-Bretagne, gagnant même trois points à 56 p. cent par rapport à septembre dernier, selon un sondage publié par le *Sunday Times*. Les conservateurs perdent un point à 26 p. cent et les libéraux démocrates deux à 15 points. Le sondage montre également que le Labour est désormais considéré comme un parti modéré par 50 p. cent des Britanniques, alors que 23 p. cent seulement le placent à gauche de l'échiquier politique. 39 p. cent des personnes interrogées pensent que le parti conservateur est un parti de droite, contre 34 p. cent qui le qualifient de modéré. Près de 7 Britanniques sur 10 (69 %) se définissent eux-mêmes comme modérés.

d'après AFP

CHILI

Contreras en prison

■ L'incarcération de l'ex-général Manuel Contreras, qui avait refusé pendant près de cinq mois de se soumettre à sa condamnation pour le meurtre d'un ministre de Salvador Allende, a été saluée hier par les autorités chiliennes. « Un chapitre se referme », a déclaré le président chilien Eduardo Frei. Le général à la retraite avait été condamné à sept ans de prison le 30 mai dernier par la Cour suprême du Chili pour l'assassinat, en 1976 à Washington, d'Orlando Letelier, ancien ministre des Affaires étrangères du gouvernement socialiste de Salvador Allende, renversé en 1973 par un coup d'Etat militaire. Le général Contreras était alors chef de la Dina, la police politique du régime du général Augusto Pinochet (1973-1990). Après sa condamnation, Contreras s'était rendu à l'hôpital de la marine militaire de Talcahuano, d'où il refusait de sortir. Mais le 10 octobre, la Cour suprême avait ordonné que le général quitte l'hôpital le 23 octobre au plus tard pour la prison de haute sécurité de Punta Peuco.

d'après AFP

POLOGNE

Lech Walesa en hausse

■ À 15 jours de l'élection présidentielle en Pologne, le président Lech Walesa, candidat à sa propre succession, a diminué de 5 p. cent l'écart qui le séparait de son principal rival Aleksander Kwasniewski (ex-communiste), selon un sondage publié hier par la presse polonaise. Selon le sondage réalisé par l'institut CBOS, le président sortant recueille 22 p. cent des intentions de vote, soit 5 p. cent de plus que lors d'un sondage analogue une semaine auparavant, alors que M. Kwasniewski stagne avec 27 p. cent. Les deux hommes ont en même temps creusé l'écart qui les sépare des autres candidats. La présidente de la banque centrale polonaise, Hanna Gronkiewicz-Waltz, obtient 8 p. cent (moins 4 %). Elle devance Jacek Kuron, candidat de l'Union pour la Liberté (centre-gauche, opposition) qui recueille 7 p. cent des intentions de vote (plus 1 %) et l'ombudsman Tadeusz Zieliński (6 %, moins 4 %).

d'après AFP

FRANCE

Juppé déménage

■ Le premier ministre Alain Juppé, sommé par un haut magistrat de quitter son domicile parisien controversé, a emménagé hier à l'hôtel Matignon, résidence officielle du chef du gouvernement. Un camion s'est rendu au numéro 26 de la rue Jacob, dans le sixième arrondissement de Paris, un des plus chics de la capitale, et a procédé au chargement de plusieurs caisses. Saisi par une association de contribuables, M. Cotte a estimé le 11 octobre que M. Juppé avait commis un délit d'ingérence en se faisant attribuer en 1990, alors qu'il était adjoint au maire de Paris chargé des finances, un appartement du patrimoine municipal.

d'après AFP

New York devient « capitale du monde »

La plus grande réunion de dirigeants mondiaux jamais organisée

Agence France-Presse
NEW YORK

Près de 150 chefs d'État et de gouvernement ont commencé à arriver hier à New York, au milieu de mesures de sécurité exceptionnelles, pour célébrer pendant trois jours le cinquantième anniversaire des Nations unies.

Ce plus grand rassemblement de dirigeants mondiaux jamais organisé, qui va réunir jusqu'à mardi nombre d'ennemis déclarés, sera surtout l'occasion d'innombrables réunions bilatérales sur les grands sujets du jour : l'ex-Yougoslavie, l'élargissement de l'OTAN, le processus de paix au Proche-Orient, le terrorisme, la prolifération nucléaire et la réforme de l'ONU, entre autres.

« Il n'y aura pas d'autres occasions comme celle-ci avant le 100^e anniversaire de l'ONU », a affirmé le président de l'Assemblée générale de l'ONU, Diogo Freitas do Amaral (Portugal).

En marge des festivités qui commémorent le cinquantenaire de l'organisation mondiale, créée le 24 octobre 1945, le président américain Bill Clinton aura ainsi deux sommets avec ses homologues russe, Boris Eltsine (demain) et chinois Jiang Zemin (mardi).

Une trilatérale des présidents américain, croate et bosnien sera aussi organisée mardi.

Une autre rencontre exceptionnelle est prévue : celle, demain, entre le président argentin Carlos Menem et le premier ministre britannique John Major. Ce sera le premier contact à ce niveau entre les deux pays depuis la guerre des Malouines en 1982.

Castro, un hôte courtois

Le président cubain Fidel Castro, dont il s'agit seulement de la troisième visite aux États-Unis depuis 1959, est aussi un hôte très courtois. Après que Washington se fut résigné à lui accorder un visa, le leader cubain, qui se rend aujourd'hui à Harlem, a reçu pas moins de 230 invitations.

La rencontre du président algérien Liamine Zoual et du président français Jacques Chirac est aussi très attendue — et très controversée — en raison des menaces proférées par le plus radical des mouvements islamistes, le Groupe islamique armé (GIA) qui accuse la France de soutenir le régime d'Alger. Le GIA a revendiqué la campagne d'attentats en France, qui a fait sept morts et près de 200 blessés.

L'arrivée de plusieurs délégations aux Nations unies a été retardée hier, en raison d'une violente tempête qui s'est abattue sur New York, entraînant de nombreux retards aux aéroports de la ville.

La première manifestation officielle devait être un dîner offert en soirée par le maire de New York, Rudolph Giuliani.

Ce rassemblement unique de dirigeants mondiaux, dont presque chacun peut constituer une cible potentielle, a



PHOTO AP

Les célébrations organisées durant le week-end à l'ONU ont mobilisé des milliers de policiers qui forment des haies infranchissables dans tous les secteurs où les indésirables et terroristes seraient susceptibles de sévir.

mis sur le pied de guerre les services de sécurité américains, qui ont mobilisé des effectifs encore plus importants que lors de la visite du pape Jean-Paul II à New York, il y a quinze jours.

Quelque 10 000 agents — policiers, services secrets — avaient alors été mobilisés.

Crainte des attentats

C'est probablement en raison de craintes d'attentats, même si le motif n'a pas été officiellement révélé, que le président égyptien Hosni Moubarak a renoncé au dernier moment à se rendre à New York. Le leader spirituel d'une organisation intégriste égyptien-

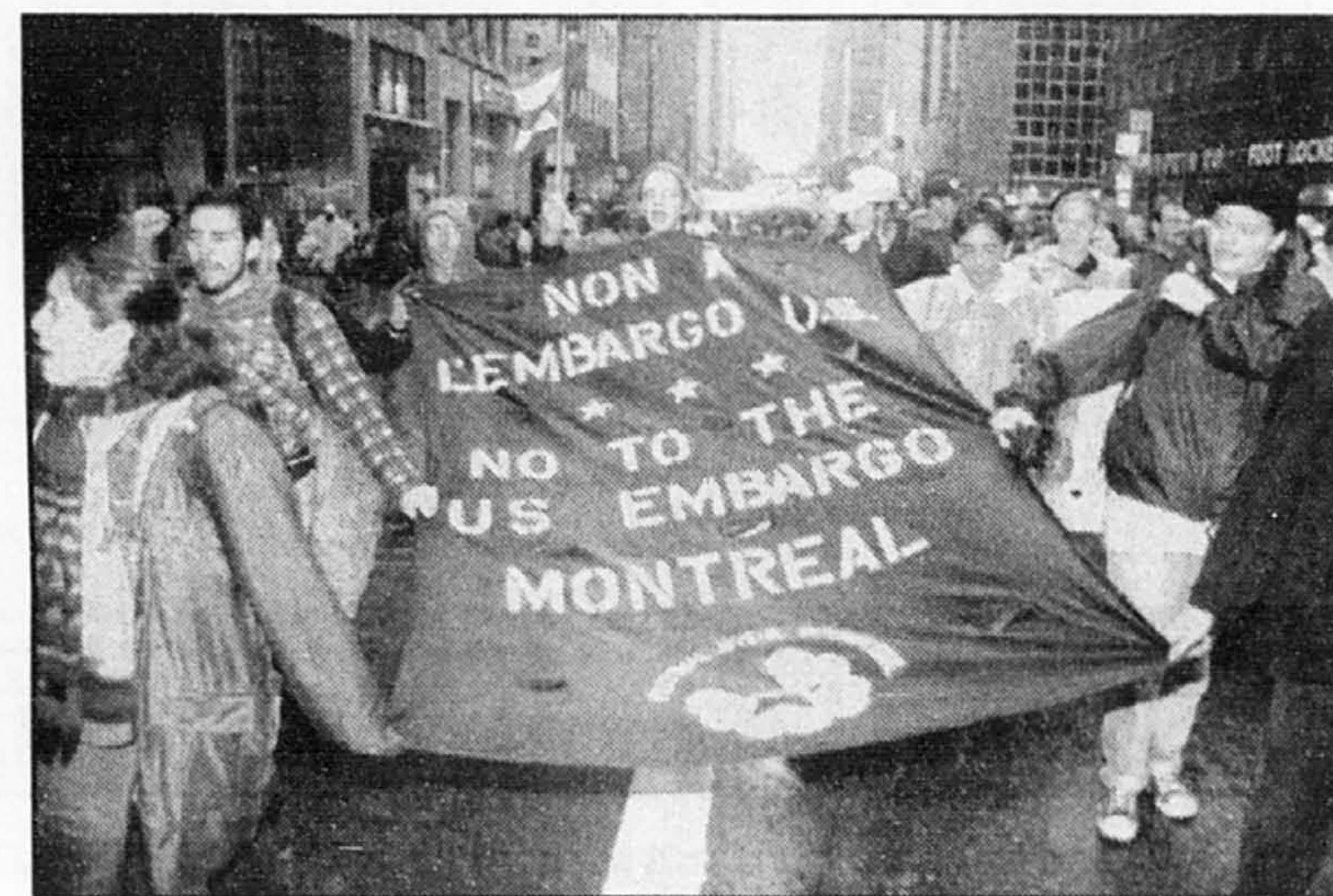
ne, cheikh Omar Abdel Rahmane est actuellement emprisonné aux États-Unis, après avoir été notamment reconnu coupable d'avoir cherché à faire assassiner le président Mubarak.

Le président algérien sera lui aussi l'objet d'une vigilance toute particulière des services de sécurité, alors que les islamistes mènent une guerre sans merci contre son régime et qu'ils ont exporté en France leur campagne d'attentats.

Quant au siège de l'ONU, qui domine l'East River, il sera « hermétiquement verrouillé », selon un porte-parole de l'organisation, qui prévoit qu'aujourd'hui sera la journée la plus

délicate. Tous les dirigeants seront rassemblés pour « une photo de famille » exceptionnelle, où Bill Clinton doit côtoyer par exemple Fidel Castro.

Si à l'ONU, tous les membres — des États-Unis à la Micronésie — sont égaux et disposeront d'un même temps de parole (5 minutes), riches et pauvres ne seront pas tous logés à la même enseigne : le *New York Times* relevait ainsi hier que Bill Clinton occupera une suite au Waldorf Astoria à 6000 dollars la nuit, alors que la délégation des îles Palau (Pacifique) n'avait trouvé qu'un motel, près de New York, à 55 dollars la nuit.



De nombreuses manifestations ont accompagné les célébrations marquant le 50^e anniversaire de la création de l'ONU, à New York. Un groupe de Canadiens, portant une bannière bilingue, a particulièrement retenu l'attention. Ces derniers dénonçaient l'embargo appliqué par les États-Unis à Cuba.

PHOTO REUTERS

Les Tigres tamouls massacrent 66 villageois cinghalais

Agence France-Presse
COLOMBO

La tension s'est exacerbée hier au Sri Lanka où les Tigres séparatistes ont, selon Colombo, massacré 66 villageois cinghalais, un jour après avoir détruit une bonne partie des réserves pétrolières du pays dans une attaque spectaculaire.

Les autorités ont décrété un couvre-feu hier soir dans un climat de tension inter-communautaire, alors que deux membres de la minorité tamoule étaient tués par une foule en colère dans la capitale.

Des guérilleros des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) ont attaqué dans la nuit trois villages de l'ouest du pays et tué 66 villageois dans leur sommeil, a affirmé le porte-parole de l'armée, le général Sarath Munasinghe.

« Cela montre que les terroristes sont dans une situation désespérée. Les Tigres ont recouru à des massacres à cause de la pression que l'armée exerce sur eux », a-t-il dit. Il a ajouté que des femmes et des enfants figuraient parmi les victimes, qui ont été tuées à l'arme

blanche. Les villageois appartenaient à la majorité cinghalaise.

On craint les pogroms

Les informations sur ces massacres ont pour le moment été censurées pour la presse et les moyens audio-visuels locaux afin d'éviter des pogroms contre la minorité tamoule. Le massacre de 13 soldats par les Tigres en 1983 avait provoqué des émeutes qui avaient fait quelque 400 morts, en majorité tamouls, à Colombo.

Deux Tamouls ont toutefois été battus à mort hier dans ce qui paraît être un acte de représailles après l'attaque de vendredi contre un important dépôt de carburant de la banlieue de la capitale, à indiqué la police.

« Il y a beaucoup de tension. Il y a des gens armés de bâtons dans les rues », a déclaré un habitant d'un quartier proche du dépôt pétrolier attaqué dans la nuit de jeudi à vendredi par les Tigres.

Selon les autorités 17 réservoirs contenant quelque 185 000 tonnes de pétrole, de fioul, d'essence et de carburant d'aviation ont été détruits ou continuaient à brûler hier.

Cette attaque est la plus dévastatrice menée par les Tigres contre une cible économique. Le regain de violence risque en outre de porter un rude coup à l'industrie du tourisme, l'une des principales sources de devises pour le Sri Lanka.

Le raid contre le dépôt de carburant, ainsi que le massacre de civils cinghalais s'explique, selon les analystes, par la volonté du LTTE de desserrer l'étau de l'armée dans le nord du pays, en forçant Colombo à redéployer ses troupes pour mieux protéger la capitale et les régions de l'est du pays, où a eu lieu le massacre des villageois.

Pour forcer l'armée à retirer ses troupes

Le chef de l'opposition Ranil Wickremesinghe a estimé que le LTTE voulait provoquer des représailles contre la minorité tamoule. « Pour eux, c'est la meilleure façon de forcer l'armée à retirer des troupes du nord », a-t-il dit.

L'armée sri-lankaise a entrepris de reconquérir progressivement la péninsule de Jaffna dans l'extrême-nord du pays, que les Tigres contrôlent depuis

cinq ans et où ils ont installé un État virtuellement indépendant de Colombo. Les forces sri-lankaises ont repris du terrain aux Tigres dans cette région et leur ont infligé récemment des revers qui leur ont coûté beaucoup de combattants.

En massacrant des Cinghalais, ce qui risque de provoquer des représailles contre la minorité tamoule, le LTTE pourrait également chercher à ressouder derrière lui l'unité des quelque deux millions de Tamouls du Sri Lanka, dont bon nombre avaient été sensibles aux efforts de paix de la présidente Chandrika Kumaratunga.

Mme Kumaratunga avait lancé des négociations de paix avec les Tigres l'an dernier et une trêve avait été déclarée en janvier. Mais, en avril dernier le LTTE avait rompu la trêve et fait capoter le processus de paix.

L'organisation dirigée par le tout puissant et mystérieux Velupillai Prabhakaran a repris en même temps son combat pour la création d'un État tamoul indépendant — l'Eelam — dans le nord et l'est du pays, une guerre qui a déjà fait quelque 50 000 morts dans ce pays de 17 millions d'habitants.

Okinawa manifeste contre les bases US

Agence France-Presse
GINOWAN, Japon

Une foule estimée entre 35 000 et 70 000 manifestants a exprimé hier sa colère à Okinawa après le viol, le mois dernier, d'une écolière de 12 ans attribué à trois GI et demandé le départ des bases américaines dans cette île au sud de l'archipel japonais.

Cette manifestation, la plus grande depuis plus de 20 ans dans l'île d'Okinawa, située à 1800 km au sud de Tokyo, s'est déroulée aux cris de « Les bases américaines doivent partir », « Abrogation du traité de sécurité nippo-américain », sur un vaste terrain à Ginowan, à quelques kilomètres des bases américaines.

Plusieurs centaines d'organisations politiques, syndicats et ONG ont pris part à cette manifestation qui s'est tenue sous un soleil de plomb à quelques dizaines de mètres du Pacifique.

La police a estimé la foule à 35 000 personnes, les organisateurs portant ce chiffre à jusqu'à 70 000.

Tous les partis politiques représentés à l'assemblée locale, y compris ceux de la coalition gouvernementale, ont envoyé des délégations à cette manifestation d'une ampleur jamais vue dans cette île depuis 1972, date de la rétrocession d'Okinawa au Japon.

Administration américaine

Okinawa était auparavant placée sous administration américaine depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Quelque 27 000 GI, soit 75 p. cent des effectifs des forces américaines au Japon, sont stationnés dans l'île.

La présence des bases américaines n'a jamais cessé de susciter des sentiments hostiles à Okinawa, théâtre de combats meurtriers entre GI et Japonais en 1945 juste avant la reddition du Japon, une guerre dont aujourd'hui encore beaucoup d'habitants de l'île estiment qu'elle leur a été imposée par le régime impérial à Tokyo.

La tension est montée après le viol le 4 septembre d'une fillette. Celle-ci

avait été enlevée en pleine rue puis battue et violée. Trois GI ont été inculpés et attendent leur procès qui doit s'ouvrir le mois prochain. Ils encourrent la prison à vie.

Les autorités militaires américaines d'Okinawa ont donné pour consigne aux soldats et à leurs familles de ne pas sortir des bases hier. Toutes les activités hors des bases ont été annulées.

« Viol monstrueux »

« Nous avons le cœur lourd après ce viol monstrueux », a déclaré le gouverneur d'Okinawa, Masahide Ota qui a promis de continuer à faire pression sur Tokyo et Washington pour obtenir la réduction progressive des bases d'Okinawa.

La foule a été acheminée gratuitement par autobus. Les manifestants portant banderoles, calicots et panneaux, ont pris place en bon ordre sur le terrain et écouté les discours d'une vingtaine d'intervenants.

« Les gens en ont assez. 50 ans, cela n'a que trop duré. Le viol de cette jeu-

ne fille marque un tournant. Avant beaucoup d'habitants étaient contre les bases mais se taisaient. Maintenant, ils le disent », a dit Reiko Miyaguni, une femme de 29 ans membre du grand parti d'opposition Shinshinto.

D'autres manifestations contre la présence des bases américaines devaient avoir lieu à Tokyo et dans plusieurs petites îles autour d'Okinawa.

Cette manifestation a lieu moins d'un mois avant la venue à Tokyo du président Bill Clinton en marge du Forum pour la coopération économique en Asie-Pacifique. La question des bases doit être discutée.

M. Ota a engagé une épreuve de force avec le gouvernement de Tokyo en refusant de signer le renouvellement des baux de terrains loués par les bases qui arrivent à échéance à partir du printemps prochain.

Le premier ministre Tomiichi Murayama n'a pas exclu d'engager des poursuites contre le gouverneur mais il affirme vouloir rechercher le dialogue pour trouver une solution.

MONDE

Algérie : une campagne électorale sous la menace des islamistes

d'après AFP

ALGER

La campagne électorale pour la présidentielle algérienne débute aujourd'hui, avec quatre candidats en lice, dans un climat assombri par les menaces islamistes malgré les assurances des autorités de renforcer la sécurité.

La recrudescence des attentats, notamment à la voiture piégée, l'assassinat d'un candidat à la présidentielle, d'un ancien ministre et de plusieurs journalistes, ont fait monter la tension de plusieurs crans au cours des dernières semaines.

De nombreux Algériens craignent une nouvelle flambée de violence pendant la campagne et durant le scrutin, le 16 novembre, dont le président Liamine Zéroual est considéré comme le favori.

Le Groupe islamique armé (GIA) a menacé de représailles tous ceux qui participeraient au scrutin, soit en votant ou en travaillant dans les bureaux de vote, dans des tracts ou des affiches dans les campagnes et certaines mosquées des quartiers populaires des grandes villes, selon la presse.

Quelque 14 millions d'Algériens seront appelés aux urnes pour cette première élection présidentielle pluraliste.

La tension, perceptible dans les attitudes et les propos des Algériens, est également alimentée par l'opposition à cette élection des partis alliés au Front islamique du salut (FIS-dissous).

Ces partis avaient signé en janvier à Rome un « Contrat na-

tional » demandant au préalable un accord politique avec le pouvoir, qui a rejeté ce document.

Le Front de libération nationale (FLN-ancien parti unique) et le Front des forces socialistes (FFS-Hocine Ait Ahmed), dénoncent un « scrutin arrangé » qui risque d'aggraver la crise.

Le FFS a appelé au boycottage. Le FLN a appelé à un boycottage modéré, appelant les électeurs à voter blanc dans certaines régions.

À Londres, le FIS, par la voix d'un de ses représentants à l'étranger, Abdelkrim Ould Adda, a affirmé il y a une semaine qu'il emploierait « tous les moyens » pour faire « échouer » cette élection.

L'arrêt des affrontements, sera d'ailleurs, un des thèmes dominants de cette campagne, et la grande inconnue de l'élection résidera dans le taux d'abstention.

Les violences ont fait au moins 30 000 morts depuis 1992, selon des estimations occidentales, 50 000, selon l'opposition, un chiffre contesté par les autorités.

Les quatre prétendants — le président Liamine Zéroual, et Nouredine Boukrouh, Mahfoud Nahnah et Said Sadi — ont tous fait de l'arrêt des affrontements qui déchirent le pays le thème majeur de leur pré-campagne.

Face aux inquiétudes, les autorités ont assuré que toutes les mesures avaient été prises. Le chef du gouvernement Mokdad Sifi a annoncé un renforcement de la sécurité grâce à « un dispositif complémentaire de maillage des bureaux de vote ».

« Je suis confiant dans la volonté de la population de ne pas permettre aux terroristes de perturber le scrutin », a-t-il ajouté.

Les autorités avaient commencé, dès le 1er juin, à rappeler des milliers de réservistes de l'armée pour l'encadrement du scrutin. Au cours des derniers mois, plus de 16 000 gardes communaux ont été déployés pour appuyer les forces de sécurité face aux groupes armés islamistes.

Par ailleurs, le président français Jacques Chirac va attirer l'attention de Liamine Zéroual sur « les conséquences que pourrait avoir l'absence de dialogue » en Algérie, affirme le chef de la diplomatie française Hervé de Charette, dans une interview au *Journal du dimanche*.

« Il est sans aucun doute utile de faire connaître de façon précise au président algérien les conséquences que pourrait avoir, de notre point de vue, l'absence de dialogue avec les forces politiques qui refusent la violence et le terrorisme », selon M. de Charette.

Sur la rencontre Chirac-Zéroual, prévue au cours des prochains jours à New-York, en marge du 50ème anniversaire de l'ONU, le ministre estime qu'il n'y a « pas de raisons d'interrompre le dialogue d'État à État ».

« Faut-il désormais que le président reçoive ses hôtes en rasant les murs ? (...) il s'agit de rencontrer un chef d'État, et en aucune manière d'apporter une caution à l'un des candidats à l'élection présidentielle en Algérie », ajoute-t-il.

Tudjman sans rival en Croatie

Agence France-Presse

ZAGREB

Franjo Tudjman, l'homme qui préside depuis 1990 aux destinées de la Croatie, mène tambour battant la campagne électorale pour son parti — le HDZ —, promettant à ses concitoyens de reprendre aux sécessionnistes serbes leur dernier fief dans l'est du pays et la ville symbole de Vukovar.

Ouverte officiellement le 9 octobre, soit trois semaines avant le scrutin, la campagne électorale a été immédiatement placée sous un seul sceau, celui du président croate, qui ne s'est jamais résigné à abandonner ses fonctions de président du HDZ (Communauté démocratique croate).

« Sans moi il n'y aurait pas de HDZ et sans HDZ il n'y aurait pas de Croatie. Je ne suis rien sans le HDZ et le HDZ n'est rien sans moi », a expliqué récemment le président.

Le journal télévisé ouvre tous les soirs sur les activités de M. Tudjman que ce soit dans le cadre de la campagne ou en sa qualité de chef de l'État. Il est précédé d'un clip vantant ses nombreux mérites.

Partout en Croatie, y compris dans les villes en ruines reprises aux Serbes sécessionnistes, des portraits du président Tudjman arborant un élégant noeud papillon assurent les électeurs qu'il est « l'homme et le parti qu'il faut au moment opportun ».

Portant allègrement ses 73 ans, cet ancien général de Tito, qui a longtemps présidé à Bel-

grade le club de football de l'armée yougoslave, Partizan, capitalise de ville en ville et de meeting en meeting, sur les succès de l'armée en Slavonie occidentale (mai 95) et en Krajina (août 95) d'où ont fui les Serbes que ne défendaient plus les forces sécessionnistes en déconfiture.

Le départ des Serbes et la promesse voilée qu'ils ne reviendront jamais constituent l'un des thèmes favoris de sa campagne.

« Où sont-ils maintenant », s'exclame souvent M. Tudjman. Sa réponse varie peu : « Balayés par la Tempête » (nom de l'offensive du mois d'août), dit-il, « ils sont partis comme s'ils n'avaient jamais vécu ici. Eh bien, bon voyage ! »

Un mois après la fuite des Serbes de Krajina, le parlement croate a voté des lois plaçant leurs biens sous la tutelle de l'État et entravant leur éventuel retour.

Né le 14 mai 1922 dans l'arrière-pays de Zagreb, le président Tudjman, ancien communiste, a construit son image d'anticommuniste en jouant la carte du nationalisme croate, qu'il continue d'utiliser pour marginaliser une opposition qui, sur ce terrain, ne soutient pas la comparaison.

« Il n'y aurait pas eu d'État croate si le peuple n'avait pas donné sa confiance au HDZ », disait M. Tudjman mercredi à Varazdin (nord), appelant la foule à ne pas se laisser influencer par les promesses des « dillettantes politiques et des pêcheurs en eau trouble » (l'opposition).

Le triomphe de M. Tudjman aux premières élections libres de mai 1990 s'était inscrit dans la logique de l'effondrement du communisme en Europe et la montée du nationalisme serbe en Serbie.

Quittant l'uniforme au milieu des années 60, M. Tudjman s'était consacré à démontrer les « erreurs » de l'histoire à l'égard des Croates et à les « réparer » en leur donnant un État indépendant dont ils rêvaient depuis « un millénaire ».

Une fois au pouvoir, il s'est entouré de symboles (drapeau, hymne) qui rappellent ceux de l'éphémère État indépendant croate pro-nazi d'Ante Pavelic, ravivant dans la communauté serbe le souvenir des dizaines de milliers de Serbes (700 000 selon Belgrade) morts dans des camps de concentration.

Se référant à ses travaux de recherches, M. Tudjman conteste ce chiffre. Il a fait de la prison sous le régime communiste pour l'avoir réduit à 60 000.

Quand il condamne les crimes commis par le régime de Pavelic, il est toutefois trop tard, les Serbes de Krajina, soutenus par Belgrade, se sont déjà soulevés.

Frustré par l'amputation de près d'un quart de la Croatie par les Serbes de Krajina, M. Tudjman, devenu un partenaire privilégié des États-Unis, a joué son va-tout depuis plusieurs mois pour récupérer ces territoires. Il a réussi jusqu'à présent et ne laisse planer aucun doute sur sa volonté de reconquérir la Slavonie orientale, « pacifiquement ou par les armes ».

Arkan affirme que ses « Tigres » vont quitter le nord de la Bosnie

d'après AFP

PRIJEDOR

Arkan, le chef de la milice serbe ultra-nationaliste des « Tigres », a affirmé hier qu'il allait quitter avec ses hommes le nord-ouest de la Bosnie pour se redéployer en Slavonie orientale (est de la Croatie sous contrôle serbe).

Le retrait de Bosnie des milices d'Arkan — que les Nations unies considèrent comme un criminel de guerre — a été réclamé cette semaine par le département d'État américain.

Le médiateur Richard Holbrooke avait demandé jeudi au président serbe Slobodan Milose-

vic de « mettre fin aux activités » de la bande d'Arkan — de son vrai nom Zeljko Raznatovic —, responsable d'executions dans le nord-ouest de la Bosnie.

Arkan a répété hier qu'il ne reconnaissait pas l'autorité du Tribunal pénal international (TPI) sur les crimes de guerre dans l'ex-Yougoslavie.

« Si des Serbes ont commis des crimes, ils devront être jugés en territoire serbe », a-t-il dit en « démentant formellement » que ses milices se livrent au nettoyage ethnique.

Le HCR (Haut commissariat aux réfugiés de l'ONU) a demandé cette semaine au leader serbe bosniaque Radovan Karad-

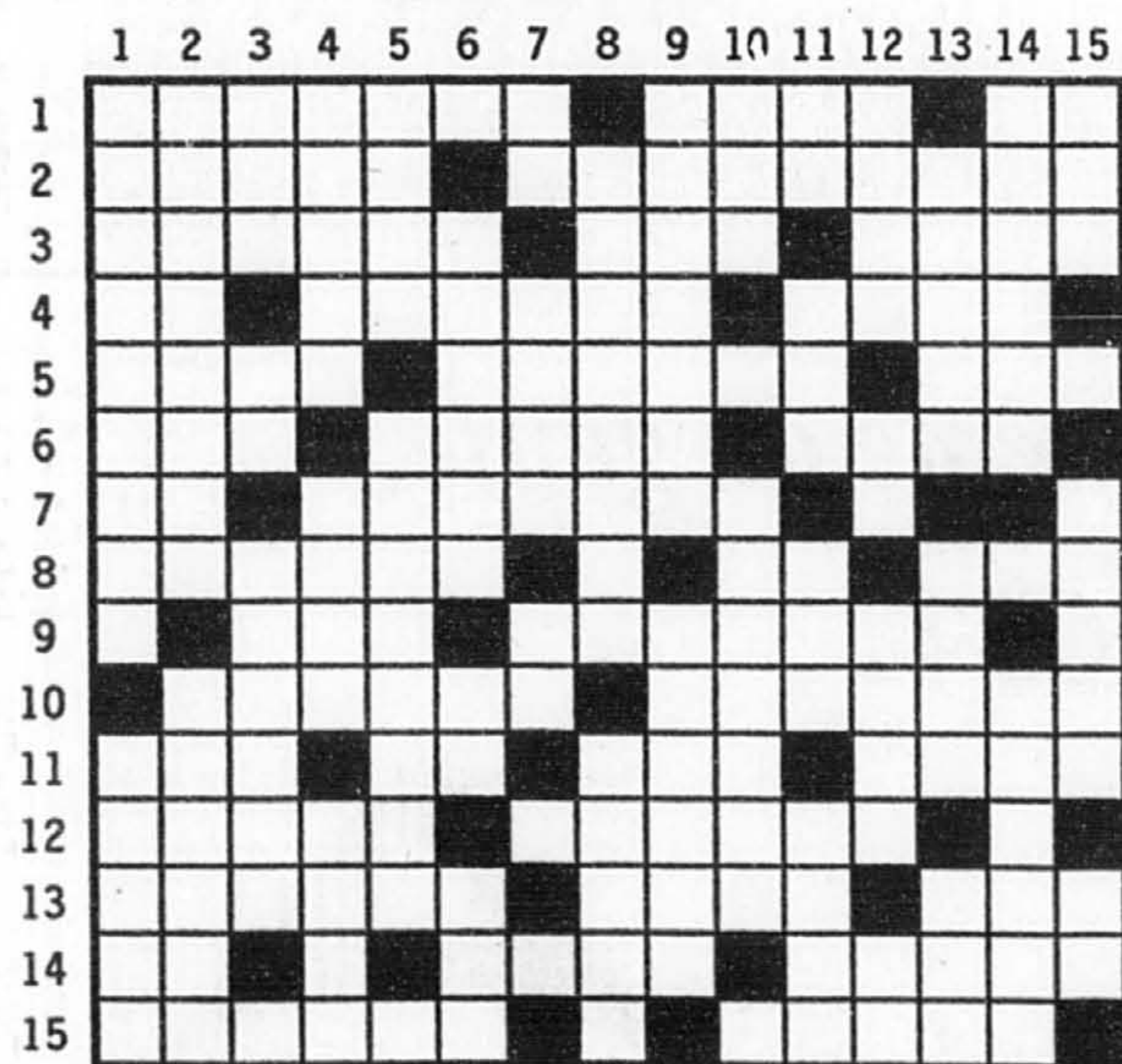
zic de faire cesser les « meurtres, expulsions, évictions et autres persécutions » des populations croate et musulmane dans le nord de la Bosnie, atrocités imputées à la bande d'Arkan et à d'autres unités serbes.

Depuis le début du conflit dans l'ex-Yougoslavie, Arkan, aujourd'hui âgé de 42 ans, et ses hommes se sont signalés à maintes reprises pour leur extrême cruauté, en Croatie d'abord puis en Bosnie.

Pour la Slavonie orientale, Arkan envisage deux possibilités, « soit la création d'une zone bleue démilitarisée, sur le modèle chypriote, soit la guerre ».

Mots croisés

LA GRILLE THÉMATIQUE

DE MICHEL HANNEQUART
(GRÈCE ANTIQUE)

593

HORIZONTALEMENT

- Dieu grec — Divinité grecque — Article contracté.
- Magicienne du cycle des Argonautes — Frère de Ménélas.
- Épée de duel — Monnaie — Poète grec qui chantait.
- Gloussé — Poète épique grec — Cinéaste italien.
- Couleur brun-jaune — Mains — École.
- Santorin en est une — Athlète grec — Entre la Grèce et la Turquie.
- Aire de vent — De la Lune.
- Soeur d'Antigone — Titane — Port célèbre.
- Lettre grecque — Femme grecque célèbre par sa beauté et son esprit.
- Policiers — Fils de Jocaste.

- Ville de Belgique — Impayé — Grande période de l'histoire — Avalées.
- Ouvrir une fenêtre — Qui est comme folle.
- Populaces — Avoir le front de — Elle est en soie.
- Cent litres — Grosse moulure pleine de profil arrondi — Chasseur géant tué par Artémis.
- Accumulation anormale de liquide séreux dans les espaces intercellulaires du tissu conjonctif — Finies.

VERTICALEMENT

- Nourriture procurant l'immortalité, selon les anciens Grecs — Poétesse grecque.
- Homme d'État athénien — Peintre grec.
- Poème lyrique destiné à être chanté

- Grand dieu — Ville de Grèce.
- Un des fleuves des Enfers — Port sur la Méditerranée — Passe à Saragosse.
 - Mère d'Apollon — Poète comique grec.
 - Entasse — Pronom — Sainte.
 - Exclamation — Dieu des Vents — Phénomène.
 - Monstres ailés au corps de femme et à la chevelure de serpents — Place grecque.
 - Lapin — Cheval ailé, né du sang de Méduse.
 - Noyau d'une statue — Monnaie de la Grèce antique.
 - Id est — Leste — Baie des côtes d'Honshu — Divinité.
 - Parti et milice chiites — Soldat — Héroïne légendaire grecque — Note.
 - Vallée de l'Argolide — Encaissé — Elle est soignée.
 - Sauce au blanc faite d'oignons, de champignons et de jus de volaille rôtie — Île grecque de la mer Égée.
 - Article — Statues grecques — Préfixe.

■ SOLUTION DIMANCHE PROCHAIN



SOLUTION DE DIMANCHE DERNIER

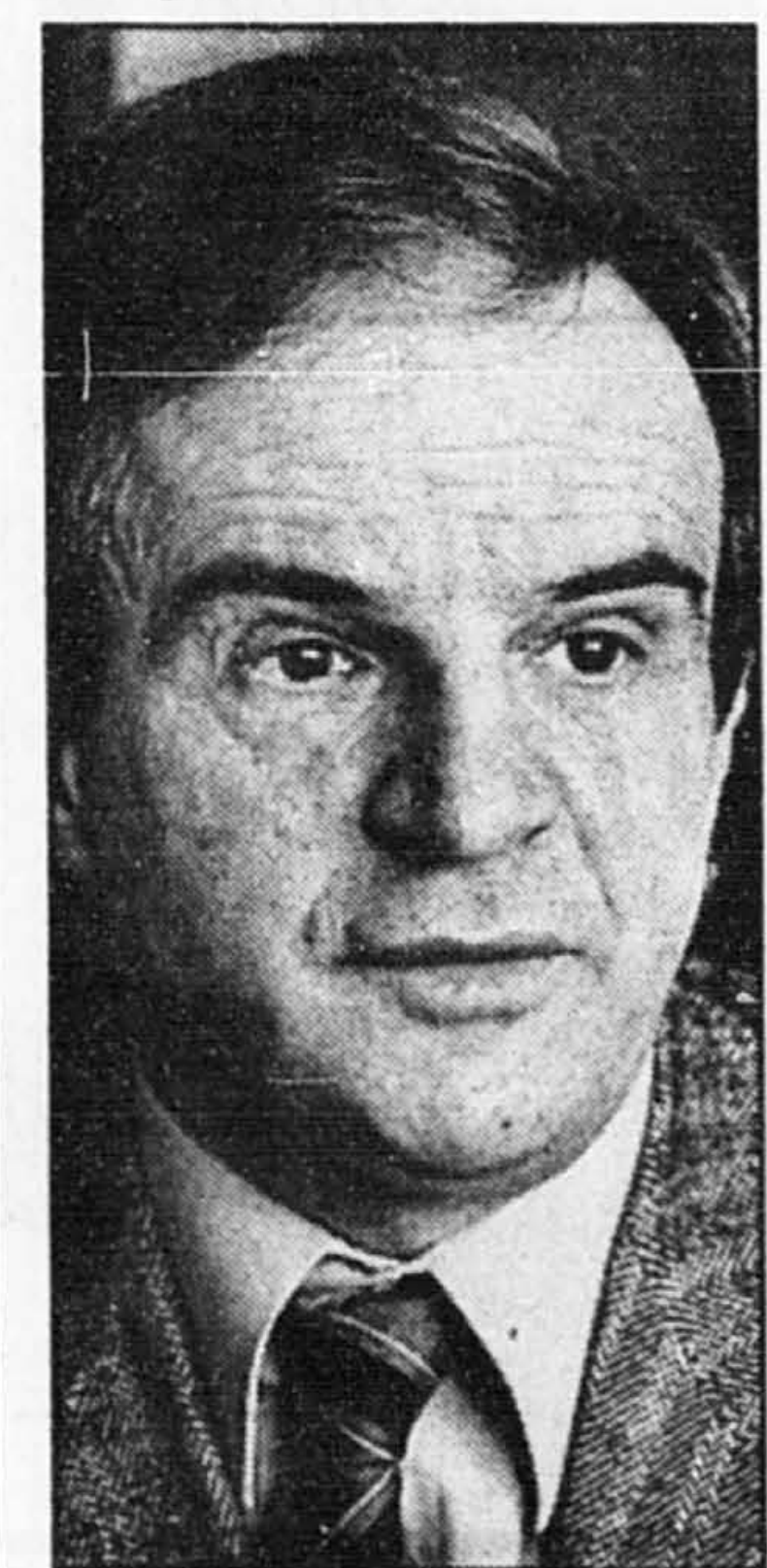
Génies en herbe

En collaboration avec Génies en herbe Pantologie Inc., 3535, boul. Rosemont, Montréal H1X 1K7

A EUROPE

- Dans quelle ville italienne se situe le siège social de la compagnie Fiat ?
- Quels pays sont séparés par le détroit de Saint-George ?
- Dans quelle ville polonaise est né Jean-Paul II ?
- Sur quel cours d'eau est situé Hambourg ?
- De quelle région de France venait le nom donné aux députés de la Convention nationale (1792-95) ayant Jacques-Pierre Brissot comme chef ?
- Quel pays européen est appelé Magyarorszag par les gens qui l'habitent ?
- Dans *Le Barbier de Séville* et *Le Mariage de Figaro*, quel fleuve traverse les lieux où se passe l'action ?
- Quel golfe sépare la Finlande de la Suède ?

B QUATRE



Les Quatre cents coups.

- Quelle province canadienne arrive quatrième au chapitre de la superficie ?
- En l'honneur de quel joueur les Bruins de Boston ont-ils retiré le numéro quatre ?
- Qui était président de la France lorsque celle-ci signa avec l'Angleterre l'Entente cordiale de 1904 ?
- Outre la Californie, le Texas et le Nouveau-Mexique, quel est le quatrième État américain d'où on peut accéder au Mexique ?
- Qui réalisa *Les Quatre cents coups* ?
- Lequel des quatre évangélistes était médecin ?
- Comment se nomme la célèbre tétralogie de Richard Wagner ?
- Sur le tableau périodique des éléments, quel élément est le plus léger de la famille IVB ?

C SCIENCES

- Quatre atomes de fer se trouvent dans une molécule d'hémoglobine. Quel type d'atome se trouve dans la chlorophylle ?
- En physique, l'énergie cinétique d'un corps dépend de la moitié de la masse multipliée par — de sa vitesse. Quel est le terme manquant ?
- Quelle est la formule chimique du benzène ?
- Quel mathématicien publia le premier traité de calcul infinitésimal et des règles aidant au traitement des

- indéterminations résultant du rapport de deux fonctions pour une valeur donnée ?
- Quel organe du corps humain est affecté par une gastrite ?
 - Quel astronome géocentrique publia l'*Almageste* après avoir fait des observations à Alexandrie de 127 à 141 de notre ère ?
 - Combien de liaisons peut faire un simple atome d'oxygène ?
 - Quel bacille fut isolé par Yersin ?

D SPORTS

- Après le Canadien de Montréal, quelle équipe a remporté la coupe Stanley le plus de fois ?
- À quelle olympiade associez-vous le nom de Jesse Owens ?
- Qui fut le plus grand receveur de passes des Seahawks de Seattle dans la NFL ?
- Quel boxeur américain défendit avec succès son titre face au Français Georges Carpentier le 2 juillet 1921 ?

- Quelle équipe de baseball joue ses parties locales au Fenway Park ?
- Pour quelle équipe Gilles Villeneuve pilotait-il en Formule Un ?
- Quelle Portugaise a gagné le marathon des Jeux de Séoul en 1988 ?
- Quel membre de la famille royale britannique a déjà compétitionné aux Jeux olympiques ?



Maratonienne portugaise

E LE QUÉBEC

- Quel politicien est, dans le cabinet Parizeau, le ministre responsable de la sécurité publique ?
- Quel auteur québécois a écrit récemment le récit autobiographique *Un Ange cornu avec des ailes de tôle* ?
- Quelle circonscription représentait Robert Bourassa lors de son dernier mandat ?
- Quel metteur en scène s'est fait connaître par le grand public lors de la présentation de la pièce *Les Plaques tectoniques* ?
- Quelle est la principale attraction touristique de Saint-Félicien ?
- Quel groupe de jazz fusion québécois a réalisé la pièce 60, rue des Lombards ?
- Quelle ville du Québec porte un nom amérindien signifiant « poisson doré » ?
- Outre McGill et Concordia, quel est l'autre établissement universitaire anglophone situé sur le territoire québécois ?



Politicien

SOLUTION À LA FIN DES ANNONCES CLASSÉES

SUR LA SCÈNE DE L'ACTUALITÉ

SEMAINE DU 22 OCTOBRE 1995

La personnalité de la semaine

*Il n'est pas de succès qui se mérite
s'il n'est construit sur l'excellence*

**La présidente du Groupe Rougier, reconnue pour sa contribution
philanthropique et intellectuelle, recevra l'Ordre du Canada**

SONIA SARFATI
collaboration spéciale

Lorsqu'en juin 1992, est décédé le président du Groupe Rougier, M. Guy Angers, une femme se tenait à ses côtés. Son épouse, Renée. A qui il a fait promettre une chose : le remplacer à la tête de l'entreprise dont il s'était porté acquéreur en 1970.

« Je me suis fait un devoir de tenir ma parole », fait alors simplement Mme Renée D. Angers, qui préside donc depuis trois ans à la destinée du Groupe Rougier.

Une promesse qui — en l'entraînant dans un tourbillon d'activités, de réunions à diriger et de décisions à prendre — l'a, en quelque sorte, aidée à traverser les moments difficiles qui ont suivi la perte de l'homme qu'elle avait épousé en 1949. Le père de ses neuf enfants.

« Il me manque toujours beaucoup, poursuit Mme Angers. Il nous manque à tous. » Mais, ajoute-t-elle doucement, comme il serait fier, aujourd'hui, de voir que la famille continue à s'agrandir (le dernier de leurs 14 petits-enfants a maintenant 15 mois) et la compagnie, à fructifier.

D'ailleurs, au mois de juin, Mme Angers a reçu, au nom du Groupe Rougier, le prix annuel de la Fondation Armand-Frappier dans la catégorie « Industries de la santé et des biotechnologies ». Et, en son nom propre, Mme Angers a reçu en septembre la médaille de la Faculté de droit de l'Université de Montréal, en reconnaissance de sa contribution philanthropique et intellectuelle. De plus, en novembre, l'Ordre du Canada lui sera décerné.

Pour cela, et pour le soutien incessant qu'elle offre aux arts

et à la culture, à la santé et aux services sociaux, à l'éducation et à l'enfance — bref, à tout ce qui, à ses yeux, constitue « l'essence même du progrès de la société québécoise » —, Renée D. Angers est nommée **Personnalité de la semaine de La Presse**.

Des nominations qu'elle reçoit bien sûr avec joie. Mais ce n'est pas à son propre bonheur qu'elle fait référence. La compagnie tient une place importante dans ses mots. Et la famille, dans son discours et dans son cœur. Ses enfants, ses petits-enfants. Ses parents.

Des chiffres et des lettres

Fille d'Henriette Beullac et d'Albert Dupuis (propriétaire de la chaîne de magasins Dupuis et Frères), Renée Dupuis a été élevée dans un milieu aisé. Et dans une famille où la personne passait, justement, avant le « milieu ».

« J'avais des parents très bons, très généreux, affirme-t-elle. Des parents qui se dévouaient pour les autres. Ils m'ont appris, très jeune, l'importance de la collaboration, de la coopération. » Bref, ce n'est pas pour rien que Mme Angers connaît par leur prénom les quelque 240 employés du Groupe Rougier.

Ce que, toutefois, elle a appris par elle-même, c'est l'importance d'avoir de l'ambition et des rêves à soi. Le rêve de son père était qu'elle étudie en administration — n'était-il pas, lui-même, administrateur? Son rêve à elle la poussait vers les sciences.

Studieuse, tenace, elle a fait plaisir à papa en faisant une année à l'université McGill en administration et sciences politiques. Mais seulement après avoir terminé, en 1944, son baccalauréat à la Faculté des arts et des sciences de l'Univer-



PHOTO LUC SIMON PERRAULT, La Presse

RENÉE D. ANGERS

*« J'avais des parents
très bons, très généreux.
Des parents qui se dévouaient
pour les autres.
Ils m'ont appris, très jeune,
l'importance de
la collaboration,
de la coopération. »*

sité de Montréal. « Je voulais prouver que j'en étais capable, montrer à mes parents que je pouvais réussir », fait-elle.

En 1949, quand elle a épousé Guy Angers, elle a bien senti qu'un autre de ses rêves était en voie de réalisation. Celui d'avoir une grande famille. Mais il y a grande... et grande : sa vision, en tant que benjamin d'une famille de quatre enfants n'était pas tout à fait la même que celle de son époux, qui avait neuf frères et sœurs !

« Au départ, je ne pensais pas avoir tant d'enfants ! », lance-t-elle en riant. Mais les mots qui suivent ne sont que synonymes de « merveilleux ». Merveilleux de serrer le petit Dupuis dans ses bras. Merveilleux, aussi, d'accueillir Madeleine. Puis Maurice, Marie-Thérèse, Suzanne, Jean-Charles, Philippe, Henriette, Stephen.

Et merveilleux, aujourd'hui, de parler de leur réussite. Réussite professionnelle : l'une est médecin, l'autre est physiothérapeute, un autre oeuvre dans le domaine de la pharmacologie, etc. Réussite familiale : l'une a cinq enfants, l'autre en a trois — et ainsi de suite.

Sur le sujet, Renée D. Angers est intarissable. Mère sensible et grand-maman... gâteau ou occupée ? « Les deux », admet-elle.

Femme d'action

Mais cette dualité, elle l'a toujours vécue. Ainsi, tout en s'occupant de ses enfants en bas âge, elle agissait à titre de conseillère auprès de son époux. Pour les achats de compagnies, l'expansion de l'entreprise, les relations publiques.

Elle l'accompagnait également dans ses déplacements, concrétisant ainsi un autre rêve. Rêve qui l'entraînait aux quatre coins de la planète. Et que la réalité a bien servi. Aus-

tralie, Japon, Europe, Nouvelle-Zélande...

A tout cela s'est toujours ajoutée une implication sociale primordiale aux yeux de Renée D. Angers.

Par ses actions personnelles et par ses choix à titre d'administratrice générale de la Fondation Rougier, elle apporte son soutien au domaine de l'éducation (que l'on songe au concours Rougier de la Faculté de droit de l'Université de Montréal, à la remise de bourses aux étudiants de la Faculté de médecine de l'Université de Montréal désireux de poursuivre des études à l'étranger, etc.).

Côté santé et services sociaux, elle siège au comité d'administration de plusieurs organismes et soutient financièrement les travaux des chercheurs de l'Hôpital général de Montréal, contribue à la Fondation de l'Hôpital Saint-Luc, achète des équipements pour l'Hôpital Notre-Dame, etc.

Mais, à 70 ans, cette femme d'action qu'est Renée D. Angers est loin de se contenter de signer des chèques. Elle met régulièrement la main à la pâte. Afin de ramasser des fonds pour la Société des enfants handicapés du Québec, elle a tenu la caisse chez McDonald's — et ce, à plus d'une reprise ! Et afin de recueillir de l'argent destiné à la Fondation des maladies du rein pour enfants, combien de fois a-t-elle servi des spaghetti, en compagnie des policiers de Laval !

Quant aux espaces vides qui pourraient rester à son agenda, elle a vite fait de les meubler. Une partie de golf, une séance de natation au centre sportif. La cerise sur le sundae étant d'assister à un match de hockey au Forum. Un « bon » match, s'entend. « En espérant que ça se reproduise un jour ! » conclut Renée D. Angers en riant.

**Encore plus que du talent, de l'intelligence, même du génie,
l'excellence naît de l'effort.**

**Hydro
Québec**

**BANQUE
NATIONALE**
Notre banque nationale

ALCAN

La personnalité en personne

À VSD-BONJOUR

Marie-Claude Lavallée reçoit chaque dimanche la personnalité de la semaine.

Elle vous livre également, avec un zeste de folie et une grande dose de bonne humeur, toute l'information qu'il vous faut pour profiter pleinement du week-end.



VSD-Bonjour

Vendredi au dimanche 6 h à 9 h

Réalisation : Louise Carrière

SRC



**CBF 690
Montréal**